

POLÉMIQUE (1RE PARTIE)

Le contrôle des dégâts : Noam Chomsky et le conflit israélo-israélien

par Jeffrey Blankfort

Alors que les États-Unis s'enfoncent dans le borbier irakien et soutiennent la campagne israélienne de destruction en Palestine et au Liban, une polémique se développe aux États-Unis sur les liens exacts entre l'impérialisme US et l'expansionnisme sioniste. Soudainement la pensée de Noam Chomsky, qui s'est longtemps imposée comme référence à la gauche états-unienne, ne fonctionne plus. Pour le journaliste Jeffrey Blankfort, c'est le moment de remettre en cause ce monstre sacré. Nous publions ici, en trois parties, sa longue étude des limites de la pensée de Noam Chomsky.

RÉSEAU VOLTAIRE / SAN FRANCISCO (ÉTATS-UNIS) / 30 JUILLET 2006

عربي ENGLISH ESPAÑOL



« Dans un article du New York Times (daté du 19 avril 2003), la journaliste Emily Eakin relatait un colloque de l'Université de Chicago, convoqué afin d'évaluer (de manière générale) l'impact des théories (politiques). Lors de l'une des sessions de ce colloque, à laquelle participait une brochette de superstars des sciences humaines, un étudiant demanda : « À quoi bon la théorie, dès lors que nous admettons de fait que les actions de Noam Chomsky sont plus importantes pour le monde que tous les écrits des théoriciens critiques réunis ? »

(John Spayde, éditorialiste en chef, UTNE Reader, novembre-décembre 2004.)

Noam Chomsky est le contempteur des aventures impériales de l'Amérique le plus en vue, et ce depuis plus de trente ans. C'est là sans doute le seul point qui fasse l'unanimité tant de ses partisans loyaux (qui sont légion) que de ses détracteurs tout aussi passionnés, bien que beaucoup moins nombreux. Sa prépondérance en la matière est si extraordinaire, si totalement dénuée de précédent qu'on aurait bien du mal à trouver un concurrent qui lui arrive à la cheville. C'est là une consécration considérable, surtout pour quelqu'un qui a parfois été qualifié d'« icône, à son corps défendant »... [1]

Depuis qu'on parle de lui, en dépit de son profil bas et de son élocution monocorde, Chomsky est tout ce que vous voudrez, sauf un grand timide. À y regarder de plus près, toutefois, il s'avère qu'il doit moins sa position éminente à son érudition qu'à sa production intellectuelle en tant que telle, qui compte des dizaines d'ouvrages – trente, ces trente dernières années – ainsi que des centaines de discours

et d'interviews.

Dans le domaine des relations entre les États-Unis, Israël et la Palestine, avec Chomsky, c'est d'un véritable tsunami virtuel dont il s'agit, qui déferle tel une énorme vague sur les travaux authentiquement universitaires qui contredisent ses positions politiques sur le Moyen-Orient. À savoir, nommément : qu'Israël servirait d'atout stratégique aux États-Unis et que le lobby israélien (au premier rang duquel, l'Aipac) se réduirait à un groupe de pression semblable à tous les autres groupes de pression, mis à part le fait qu'il chercherait à modifier la politique américaine au Moyen-Orient. À l'appui de ces deux axiomes – je le démontrerai – Chomsky ne produit que des preuves extraordinairement sommaires. Quant aux éléments qui risqueraient de saper sa théorie, il les élimine, purement et simplement...

Néanmoins, Chomsky a réussi à fonder une pensée. Il s'est acquis l'adhésion presque religieuse de milliers d'adeptes dans le monde entier. En même temps, il est devenu l'objet par prédilection de la haine des gens qui soutiennent et justifient le programme politique mondial des États-Unis, leur « agenda global », ainsi que la domination de leur jeune supplétif – Israël – sur les Palestiniens. Qui d'autre que Chomsky pourrait se vanter de l'existence de blogs entièrement consacrés aux attaques contre son auguste personne ?

Ce qui est généralement moins connu, c'est le fait qu'il avoue lui-même avoir été, depuis sa plus tendre enfance, sioniste (dans l'une des toutes premières acceptions de ce qualificatif, c'est-à-dire qu'il était favorable à la création d'un foyer juif en Palestine - d'un État binational, et non pas d'un État exclusivement juif) et que, comme il l'écrivit voici une trentaine d'années : « *Sans doute mon histoire personnelle déforme-t-elle la représentation que je me fais de ce problème* [2]... » Il est par conséquent absolument essentiel de prendre la mesure du degré atteint par cette distorsion si l'on veut comprendre les positions absolument stupéfiantes que Chomsky a adoptées en réaction au conflit israélo-palestinien...

Étant données la constance et la perversité des attaques portées contre Chomsky par ses détracteurs « de droite », on marche sur des œufs quand on envisage de l'attaquer et que l'on est « de gauche ». Dénoncer de graves erreurs dans l'analyse et dans la recension de l'histoire opérées par Chomsky, c'est encourir presque à coup sûr l'opprobre de ceux qui pourraient – à l'extrême rigueur – être d'accord

avec la nature de cette critique, mais qui sont devenus tellement jaloux de la réputation de Chomsky, depuis tant d'années – souvent en raison d'une amitié personnelle – que non seulement ils n'ont jamais mis en cause publiquement la moindre erreur substantielle de sa part, ni factuelle, ni interprétative, mais ils ont même violemment rejeté les tentatives d'autres personnes en ce sens, qu'ils n'ont pas manqué de qualifier de « vengeances personnelles » ...

Chomsky lui-même n'est pas plus enclin que ses fans à admettre une quelconque critique à son endroit. Comme l'a dit un de ses contempteurs, *« son attitude vis-à-vis de ceux qui ne sont pas d'accord avec lui est, dans une très large mesure, une attitude de pur mépris. La seule raison pour laquelle ces contestataires seraient incapables de voir que ce qu'il dit est la vérité toute pure, c'est qu'il ne pourrait s'agir, d'une manière ou d'une autre, que de gens moralement déficients. »* [3]

Bien que j'aie déjà reproché à Chomsky de minimiser l'influence du lobby pro-israélien sur la politique moyen-orientale de Washington [4], j'ai hésité à rédiger une critique de l'ensemble de son approche pour les raisons indiquées. Néanmoins, j'étais convaincu qu'ironiquement, tout en ayant fourni ce qui est sans doute la documentation la plus complète sur les crimes d'Israël, il avait en même temps paralysé – sinon délibérément saboté – le développement d'un quelconque effort sérieux pour mettre un terme à ces crimes et pour bâtir un mouvement efficace au service de la cause palestinienne.

J'exagère ? À peine : beaucoup de déclarations de Chomsky ont démontré sa détermination à prémunir Israël et les Israéliens contre les sanctions ou les inconvénients majeurs qu'ils auraient dû encourir en raison de leurs transgressions absolument phénoménales de ce que devrait être un comportement humain décent, que Chomsky a lui-même documentées passionnément depuis des années. C'est là une des contradictions manifestes dans son action : il voudrait nous faire croire que l'occupation et les agissements extrêmement brutaux d'Israël contre les Palestiniens, ses invasions, ses quarante années de guerre non-déclarée contre le Liban et le fait qu'il ait armé des régimes assassins en Amérique centrale et en Afrique durant la Guerre froide, auraient été le fait d'un État client au service exclusif des intérêts nationaux américains. Du point de vue de Chomsky, voilà qui absoudrait Israël de toute responsabilité. Cette pétition de principe est

hélas une partie constitutive de la doctrine chomskienne officielle.

Il m'a semblé essentiel de procéder à une étude critique de son œuvre, après avoir pris connaissance d'une interview qu'il a accordée en mai dernier à Christopher J. Lee de la revue Safundi : *The Journal of South African and American Comparative Studies* [Revue des études comparatistes d'Afrique du Sud et d'Amérique], disponible en ligne sur le site ouèbe Znet [5].

Tout à fait naturellement, la discussion aborda la question de l'apartheid et la question fut posée à Chomsky de savoir s'il considérait que ce terme s'appliquait (ou non) aux Palestiniens soumis à la domination israélienne. Il répondit :

« Je n'utilise pas moi-même ce terme, pour être franc. De même que je n'utilise pas [fréquemment] le terme « empire », parce que ce sont là, tout simplement, des termes provocateurs... Je pense qu'il faut s'en tenir à la description de la situation, sans la comparer à d'autres. »

Tout lecteur familier de Chomsky reconnaîtra qu'il n'est pas avare de termes incendiaires, et que comparer une situation historique avec une autre situation historique fait partie depuis fort longtemps de son *modus operandi*... Sa réponse, en l'occurrence, était troublante. Beaucoup d'universitaires et de journalistes israéliens, comme Ilan Pappé, Tanya Reinhart et Amira Hass ont décrit la situation des Palestiniens en la qualifiant de régime d'apartheid. Monseigneur Desmond Tutu a fait de même et, l'an dernier, le quotidien israélien *Ha'aretz* indiquait que le professeur de droit sud-africain John Dugard, rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés et ancien membre de la Commission Vérité et Réconciliation de son pays avait écrit dans un **rapport adressé à l'Assemblée générale de l'Onu** « *qu'il régnait dans les territoires (palestiniens occupés par Israël)* » un « *régime d'apartheid bien pire que celui qui existait jadis en Afrique du Sud.* » [6]

Chomsky a expliqué son désaccord :

« L'apartheid était un système particulier, et une situation particulièrement infâme... Ce terme n'est évoqué qu'afin d'agiter un chiffon rouge, alors qu'on peut très bien se contenter de décrire, tout

simplement, la situation (telle qu'elle est)... »

Sa réticence à qualifier le contrôle exercé par Israël sur les Palestiniens d'« apartheid », car cela pourrait être perçu comme « l'agitation d'un chiffon rouge », de même que le fait de qualifier ce qualificatif de « provocation », voilà qui était, en soi, un chiffon rouge, et qui soulevait des questions qui auraient dû être posées par l'intervieweur, notamment celle de savoir qui, au juste, serait provoqué par le « chiffon rouge » que serait censée représenter toute référence à l'« apartheid » dans le cas d'Israël, et quelles objections Chomsky pourrait bien élever contre cela ?

Il y eut un échange encore plus dérangeant, plus tard, au cours de la même interview, quand on demanda à Chomsky si des sanctions pourraient être imposées à Israël, comme ce fut le cas pour l'Afrique du Sud ? Il répondit :

« Les sanctions, cela cause du tort à la population. On ne peut imposer de sanctions tant que la population ne les exige pas elle-même. C'est une question morale. Aussi, le plus important, dans le cas d'Israël, c'est ceci : la population (israélienne) réclame-t-elle des sanctions ? Eh bien, à l'évidence, la réponse est : "non !" »

À l'évidence : "non"... Mais est-il acceptable de prendre une décision de cette nature sur la base de ce que veut (ou ne veut pas) une majorité d'Israéliens ? Israël, que je sache, n'est pas une dictature dont la population serait tétanisée par la peur et ne saurait par conséquent être tenue responsable des agissements de son gouvernement. Israël a une presse très largement indépendante et très vivante, et une « armée populaire » dans laquelle tous les juifs israéliens (mis à part les ultra-orthodoxes) sont tenus de servir et qui fait l'objet, de la part de l'opinion publique israélienne, d'une révérence quasi religieuse. Au fil des années, à la manière démocratique qui leur est propre, la majorité des Israéliens a constamment soutenu et participé aux actions de son gouvernement contre les Palestiniens et les Libanais ; des agissements qui non seulement étaient et sont racistes, mais qui violaient – et continuent à violer – les Conventions de Genève.

Chomsky a clarifié sa position :

« Ainsi, appeler ici à des sanctions, alors que la majorité de la population ne comprend pas ce que vous faites, est tactiquement

absurde – même si ces sanctions étaient moralement justifiées, ce que je ne pense (d'ailleurs) pas. Le pays auquel on imposerait des sanctions ne les réclame pas. »

L'intervieweur, Lee, stupéfait par cette réponse – on le comprend – lui demanda alors :

« Les Palestiniens n'appellent pas à des sanctions ? »

Chomsky : *« Mais les sanctions ne seraient pas appliquées aux Palestiniens (que je sache ? !) ; elles seraient imposées aux Israéliens !... »*

Lee : *« Exact !... [Donc, ce que vous voulez dire, c'est que] les Israéliens n'appellent pas à des sanctions... »*

Cette réponse perturba aussi l'analyste politique palestinien Omar Barghouthi, lequel, tout en reconnaissant (avec tact) en Chomsky un « éminent soutien de la cause palestinienne », n'y alla pas par quatre chemins, pour faire un sort aux arguties chomskyennes :

« De tous les arguments anti-boycott, celui-ci reflète soit une naïveté stupéfiante, soit une malhonnêteté intellectuelle délibérée. Allons-nous juger si nous devons appliquer (ou non) des sanctions à une puissance coloniale en fonction de l'opinion de la majorité du peuple oppresseur ? S'il vous plaît, que quelqu'un me dise si on en a encore quoi que ce soit à cirer, du peuple opprimé ? » [7]

Apparemment, pour Chomsky, ça n'est pas le cas. Mais on n'avait encore pas tout vu, en matière d'absurdités :

« De plus, ces sanctions sont inutiles. Nous devrions appeler à des sanctions contre les États-Unis, alors là : d'accord ! Si les États-Unis arrêtaient leur soutien massif à cette politique, elle deviendrait rapidement une chose du passé. Dans ce cas, vous n'auriez nul besoin d'imposer de quelconques sanctions à Israël. Ce serait comme imposer des sanctions à la Pologne soumise aux Russes, en raison de ce que font les Polonais. Ce serait totalement absurde. Dans le cas présent, les Russes, c'est nous [= les États-Uniens, ndt] »

Primo : que veut dire Chomsky lorsqu'il affirme que « ces sanctions sont inutiles » ? Il savait certainement, au moment où il répondait à ce

journaliste, qu'Israël, en construisant une muraille de huit mètres de hauteur qualifiée à juste titre de « *Mur de l'Apartheid* », accélérât la confiscation de nouvelles terres palestiniennes et poursuivait son nettoyage ethnique entrepris bien avant 1947. Et que la seule chose qui pouvait arrêter cela, c'était la pression de l'opinion publique.

Secundo : s'il y avait un soutien considérable à des sanctions contre les États-Unis et si ces sanctions étaient possibles, les appliquer ne violerait-il pas les standards définis par Chomsky pour une telle opération ? Ne venait-il pas de dire qu'il fallait que la majorité de la population y soit favorable ? Apparemment, il n'a pas les mêmes critères que pour les Israéliens, quand c'est des Américains qu'il s'agit. Quant aux souhaits des Palestiniens, n'en parlons pas !...

Et enfin, alors qu'il venait de déclarer au journaliste qu'il n'aimait pas comparer, que vient donc faire là son allusion à la relation entre la Pologne et l'ex-URSS (la « Russie », en chomskien dans le texte), qu'il met dans la même catégorie que celle existant entre Israël et les États-Unis ? Il faisait allusion à la mise en application de sanctions par l'administration Reagan contre la Pologne, en 1981, après que ce pays du bloc de l'Est eut instauré la loi martiale en réaction à la montée en puissance du mouvement Solidarnosc. Le rôle joué par l'URSS dans cette décision a certes fait l'objet de débats. Il est néanmoins évident qu'il n'existe aucun fondement sérieux pour une telle comparaison.

Rétrospectivement, toutefois, elle n'avait rien de surprenant. Dans les années 1980, Chomsky mettait les relations israélo-américaines dans la même catégorie que les relations américano-salvadoriennes, à l'époque où l'administration Reagan soutenait un gouvernement fantoche au Salvador contre la guérilla du FMLN. Nullement embarrassé d'avoir proféré une telle ineptie, Chomsky la répète [8]. Déjà, à l'époque, il faisait montre d'une détermination sans faille à faire retomber sur les États-Unis la responsabilité des agissements israéliens. Le faire observer, ça n'est en rien prendre la défense ni des États-Unis ni de leur histoire infamante de criminalité planétaire – totalement indéfendable – mais c'est tout simplement dévoiler les profondes failles inhérentes à la représentation que Chomsky se fait du monde.

Au cas où quelque chose m'aurait échappé, j'ai écrit à Chomsky, pour lui demander de bien vouloir expliciter ce que les relations polono-soviétiques avaient en commun avec les relations israélo-américaines ? Il refusa de répondre sur ce point. Mais, au sujet de mes

interrogations sur sa tendance à toujours esquiver l'incrimination d'Israël, il me répondit, en revanche :

« Je n'endosse pas non plus les tentatives d'accuser d'autres que nous [dont Israël] de ce que nous faisons. C'est mesquin, c'est lâche. C'est, certes, expédient... Mais moi, je ne marche pas dans ce genre de combine. C'est précisément cela, l'enjeu. Et rien d'autre [9]. »

Ah bon ? Incriminer Israël, c'est « *mesquin, lâche et expédient* » ? Son désir premier serait-il de protéger Israël et les Israéliens contre toute contrariété ? Voilà qui n'est pas très clair, dans cette réponse que Chomsky m'a apportée, en privé. Mais ses efforts publics visant à saboter le programme de désinvestissement en train d'éclorre sur les campus universitaires ne laissent pas de place au doute quant à ceux vers qui vont ses sympathies.

Chomsky s'oppose au boycott des investissements en Israël

Au cours d'un dialogue avec le lectorat du *Washington Post*, Chomsky a été interpellé par un lecteur :

« Pourquoi avez-vous signé une pétition demandant au MIT [Massachusetts Institute of Technology] de boycotter les investissements en Israël, puisque vous avez donné depuis lors une interview dans laquelle vous déclarez votre opposition à de tels boycotts des investissements ? Quelle était – ou quelle est aujourd'hui – votre position sur les propositions de boycott de ces investissements ? »

Réponse de Chomsky :

« Comme cela est parfaitement connu, à Cambridge, de toutes les personnes impliquées, j'ai été l'opposant le plus farouche à cette pétition exigeant le désinvestissement et, de fait, j'ai refusé de la signer tant qu'elle ne serait pas profondément modifiée, selon des principes dont vous pouvez prendre connaissance si vous le souhaitez. La partie consacrée au "désinvestissement" a été réduite à trois mots totalement dépourvus de signification, qui n'avaient rien à voir avec l'objet principal de la pétition. J'ai pensé que ces trois mots, qui ne voulaient rien dire, devaient être supprimés, eux

aussi... Au sujet de votre dernière question, j'étais et je reste toujours fermement opposé, sans aucune exception, à ce genre de mesure, si toutefois je comprends bien le sens de votre question. Qu'on m'explique [d'ailleurs] comment quelqu'un pourrait-il bien "boycotter les investissements en Israël" » [10]

Je ferai la supposition que Chomsky a très bien compris ce à quoi son interlocuteur avait fait allusion, à savoir : aux investissements américains dans des entreprises israéliennes et dans les Bons de l'État israélien, que financent les syndicats de travailleurs américains et que beaucoup d'États et d'universités des États-Unis ont acquis, à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars. Ces achats obligent à l'évidence ces institutions à exercer un lobbying sur le Congrès afin de s'assurer que l'économie israélienne sera bien, quoi qu'il arrive, maintenue la tête hors de l'eau. Mais ça, Chomsky n'en parle pas... Il n'en est nullement question, par ailleurs, dans ses ouvrages...

L'intervenant faisait référence à un discours que Chomsky avait prononcé au département d'anthropologie de Harvard, peu après que le MIT et les diverses facultés d'Harvard eurent publié une déclaration commune sur le désinvestissement. Cela fut rapporté (non sans jubilation) dans la revue *Harvard Crimson* par le pro-israélien militant David Weinfeld, sous le titre : « Le cadeau de Chomsky » :

« Le professeur de linguistique au MIT Noam Chomsky vient de faire le plus beau cadeau de Hanoukkah à tous les opposants à la campagne de désinvestissement lancée contre Israël. En signant la pétition du MIT et d'Harvard appelant au désinvestissement, voici plusieurs mois, puis en dénonçant ledit désinvestissement, le 25 novembre dernier à Harvard, Chomsky a complètement sabordé la pétition en question... »

Au cours de sa dernière conférence au département d'anthropologie de Harvard, Chomsky a déclaré :

« Je suis opposé, comme je l'ai toujours été, depuis des années... de fait, je suis même probablement le plus en vue des opposants, depuis des années, aux campagnes de désinvestissement en Israël, ainsi qu'aux campagnes de boycott universitaire à l'encontre de ce pays... »

Il a invoqué l'argument selon lequel un appel au désinvestissement

reviendrait à « *faire un cadeau particulièrement bienvenu pour les partisans les plus extrémistes de la violence américano-israélienne... Ce boycott éclipse les points fondamentaux à l'ordre du jour et cela leur permet de dévier la discussion vers des questions hors sujet, comme l'antisémitisme, les libertés universitaires, etc...* [11] »

Ici, l'on assiste à une des tactiques auxquelles Chomsky recourt habituellement afin de réduire ses rares opposants au silence : il a coutume de les accuser d'apporter de l'eau au moulin des « *partisans les plus extrémistes de la violence américano-israélienne* »...

Contacté par le *Cornell Daily Sun*, qui préparait un article sur le mouvement de désinvestissement au MIT/Harvard, Chomsky réitéra ses objections et, « *bien qu'il reconnût l'existence de cette pétition* », écrivit le journaliste, Chomsky a déclaré : « *Je n'ai connaissance d'aucun mouvement prônant le désinvestissement. Je n'ai pratiquement eu aucun rapport, d'ailleurs, avec un quelconque « mouvement », si ce n'est pour insister auprès de lui sur le fait qu'il ne saurait être en aucun cas question d'une campagne de désinvestissement.* » [12]

Au moins, on ne peut pas lui reprocher de manquer de constance... Après la première Conférence annuelle Maryse Mikhaïl, à l'université de Toledo, le 4 mars 2001, on a demandé à Chomsky :

« *Pensez-vous que l'idée de faire campagne pour des désinvestissements en Israël, de la même manière que cela fut préconisé et pratiqué à l'encontre de l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid, soit une bonne idée ?* »

Chomsky répondit :

« *Je considère, à cet égard, que les États-Unis sont les premiers coupables, dans ce problème et ce, depuis plus de trente ans. Pour nous [Américains], prôner le désinvestissement en Israël, cela n'aurait vraiment aucun sens... Ce que nous devons faire, c'est exercer des pressions en vue d'obtenir des changements dans la politique américaine.*

En revanche, il est tout à fait sensé de faire pression pour que les États-Unis n'envoient pas d'hélicoptères d'assaut en Israël, par exemple. En fait, il serait tout à fait indiqué d'obtenir qu'un quotidien des États-Unis publie un reportage sur le fait que ce genre

de choses se produisent réellement. Ce serait un bon début. Ensuite, il faudrait cesser d'envoyer des armes, qui sont utilisées [par Israël] à des fins de répression. Vous pouvez prendre des mesures telles celles-là ; c'est possible. Mais je ne pense pas que le désinvestissement en Israël ait grand sens, même si une telle politique était envisageable (ce qui n'est d'ailleurs pas le cas). Je pense que notre principale préoccupation, ce devrait être le changement de la politique fondamentale des États-Unis, qui est à l'origine de ce que nous constatons, depuis des décennies. Et cela devrait être à notre portée. C'est ça, ce que nous devrions pouvoir réaliser : changer la politique américaine... »

Examinons la réponse apportée par Chomsky lors de cette soirée. Ayant exprimé tout de go son opposition à l'exercice de pressions sur Israël via des désinvestissements, il n'a fait aucune suggestion, comme le fait que les gens dans l'assistance auraient pu contacter leurs représentants au Congrès ou leurs sénateurs, au sujet de leur vote favorable aux aides à destination d'Israël. Comme on le sait, des appels massifs adressés au Congrès lui demandant d'arrêter certains financements, que ce soit ceux destinés à la guerre au Vietnam, ou ceux qui soutenaient les Contras au Nicaragua, ont représenté un élément fondamental dans toute lutte d'ampleur nationale contre la politique globale des États-Unis. Pourquoi ne serait-ce pas le cas, en ce qui concerne la Palestine ? Au cas – improbable – où Chomsky aurait un jour appelé à des actions visant le Congrès, je n'en ai retrouvé nulle trace écrite.

Les militants pour [la paix au] Moyen-Orient, par la suite, marchant sous la bannière de Chomsky, ont continué à contribuer à ce que des membres du Congrès – des Démocrates libéraux, en particulier – n'aient aucun prix à acquitter pour leur vote en faveur de textes législatifs qui ont fourni à Israël des milliards de dollars et les armes qu'il a utilisées pour massacrer les Palestiniens, confisquer leurs terres et agrandir leurs colonies illégales. C'est cela qui a eu un effet dévastateur pour les Palestiniens, et non pas les quelques dizaines de résolutions du Conseil de sécurité dépourvues de signification réprimandant Israël, mais auxquelles les États-Unis ont opposé leur veto. Mais qui, aux yeux de Chomsky, auraient la vertu de valider la position qui est la sienne, à savoir que : ce seraient les États-Unis qui seraient le principal coupable...

Ce que Chomsky a suggéré à ce public – à savoir : obtenir qu'un journal évoque les « ventes » [les guillemets sont importants, ndt] d'hélicoptères à Israël – aurait dû amener ceux qui n'étaient pas encore fascinés par sa présence charismatique à hocher la tête. Quant à l'affirmation selon laquelle « changer la politique américaine » serait « à notre portée »... Si Israël est bien un atout pour les États-Unis, comme il le soutient, comment Chomsky suggère-t-il que ce changement soit amené ? Mis à part le conseil d'écrire au rédacteur en chef de votre journal local, Chomsky ne suggère rien du tout...

Chomsky dédouane Israël de ses crimes

L'an dernier, Noah Cohen a eu la témérité de défier l'opposition de Chomsky à la fois à une solution à « *un seul État* » et à la mise en application du droit au retour des réfugiés palestiniens. Chomsky défendit son propre « *réalisme* » et railla Cohen en le qualifiant de « *participant à un séminaire d'intellectuels non-engagés venus de la planète Mars...* », sans oublier d'ajouter que « *ceux qui adoptent ce genre de position ne font que servir la cause des faucons extrémistes en Israël et aux États-Unis, et qu'apporter encore plus de misère aux Palestiniens, qui – eux – souffrent.* » [13]

Notez, là encore, comment Chomsky accuse ceux qui ne sont pas d'accord avec lui de porter du tort aux Palestiniens. Ceci inclut évidemment les Palestiniens eux-mêmes, qui refusent de renoncer à leur droit au retour ! Leur crime, aux yeux de Chomsky, c'est de s'opposer à ce qu'il qualifie, de manière élogieuse, de « *consensus international* », dont le soutien constitue – à ses yeux – une « *authentique plaidoirie* ». [14]

« *La tâche fondamentale* », dit-il, « *consiste à faire en sorte que les opinions et les attitudes d'une grande majorité des citoyens américains soient représentées dans l'arène politique. Comparée aux autres tâches auxquelles les militants sont confrontés, celle-ci est, depuis fort longtemps, relativement simple* ». [15]

Simple ? Qui, de Chomsky ou des gens que le critiquent, avons-nous envie de demander, est sur la planète Mars ? !

Bien entendu, comme nous l'avons déjà noté, Chomsky ne formule aucune suggestion quant à la manière d'obtenir un tel résultat !...

Bien qu'il ne s'en vante pas publiquement, Chomsky a bel et bien signé une pétition exigeant la suspension de l'aide militaire à Israël. Mais cette pétition eut très peu de succès et Sustain, l'association qui en était à l'origine, fit d'ailleurs pratiquement tout pour ne pas la populariser. Mais ce n'est pas là le genre de reproche que Chomsky irait formuler dans ses bouquins, ni ses interviews. Comme je le lui faisais observer, il répondit :

« C'est totalement faux. J'ai toujours soutenu l'appel de Human Rights Watch et d'autres associations, à arrêter l' « aide » à Israël tant que ce pays ne respecterait pas les droits de l'homme. J'ai tout fait afin de faire savoir que la majorité des Américains étaient en faveur de l'arrêt de toute aide à Israël tant qu'il n'accepterait pas d'entamer des négociations sérieuses (ce sur quoi je suis d'accord avec eux)... » [16].

Étant donné la nature et le résultat sans surprise aucune des dites « négociations sérieuses », et étant donné le rapport des forces caractérisant le face-à-face israélo-palestinien, cette exigence ne représentait en rien un problème pour Israël, comme Oslo et ce qui s'ensuivit allaient amplement nous en apporter la démonstration... L'affirmation de Chomsky, selon laquelle il aurait soutenu l'appel de HRW à suspendre toute aide à Israël est toutefois le pur produit de sa fertile imagination ! Ceci m'a été confirmé par un responsable de HRW, qui a expliqué que cette organisation s'était contentée de demander que les fonds (d'aide) dépensés dans les territoires occupés soient déduits de la dernière allocation en date de garanties de prêts (états-uniens) [17]. On le voit : c'est très loin d'être la même chose. Ayant fait remarquer ceci à Chomsky, il répliqua :

« Pour prendre un seul exemple... Prenons [le rapport] de HRW intitulé « Les interrogatoires de Palestiniens des territoires occupés par Israël » [Israel's Interrogation of Palestinians from the Occupied Territories], page XV, qui énonce que la loi américaine interdit la fourniture de toute aide militaire ou économique à Israël, en raison de son recours systématique à la torture. [18] »

À mon objection que cela ne constituait pas précisément ce qu'on pourrait qualifier à proprement parler une « campagne », Chomsky répondit, très jésuitiquement :

« Qualifier certains actes d'illégaux constitue un fondement

suffisant pour pouvoir servir de référence à un appel à mettre un terme aux dits actes. Si vous préférez ne pas vous joindre au HRW, et à moi-même, afin de qualifier d'illégale cette aide, ce qui implique qu'elle doit cesser, libre à vous... Votre argumentation n'est pas très impressionnante... [19]. »

Je laisse au lecteur le soin de décider si qualifier d'illégale l'aide états-unienne à Israël, dans un unique et obscur document, équivalait au lancement d'une campagne à grande échelle pour y mettre fin ! ?

Trois ans auparavant, Chomsky avait très clairement précisé sa position :

« Très pratique, pour les États-Unis et de manière générale pour l'Occident, de blâmer Israël, et en particulier Sharon... Mais c'est injuste et c'est malhonnête. Beaucoup des pires atrocités de Sharon ont été perpétrées sous des gouvernements travaillistes. En tant que criminel de guerre, Pérès talonne Sharon de très près. De plus, la responsabilité première [en] incombe à Washington et, cela, depuis trente ans. C'est vrai en ce qui concerne le cadre diplomatique général, et c'est vrai aussi en ce qui concerne certains agissements circonstanciés. Israël peut [certes] agir à l'intérieur des limites définies par ses maîtres, à Washington, mais très rarement au-delà. [20] »

Même si ce genre de déclaration a de quoi réjouir les yeux et les oreilles des pro-israéliens « de gauche », il devrait être évident pour tout le monde que cette façon qu'a Chomsky de brandir la responsabilité de l'État juif en matière de respect des principes de Nuremberg, ainsi que des Conventions de Genève, sert manifestement les intérêts... d'Israël. (De plus, même si on pourrait réunir un dossier accablant à l'encontre de Pérès, celui-ci ne joue tout de même pas dans la même catégorie que Sharon, en matière de crimes de guerre...).

La rationalisation des méfaits criminels d'Israël, à laquelle procède Chomsky dans son *Triangle fatal* [The Fatal Triangle] aurait dû tirer la sonnette d'alarme, dès la parution de cet ouvrage, en 1983. Celui-ci, écrit un an après l'invasion du Liban par Israël, et qui allait devenir la Bible des militants de la cause moyen-orientale, ne commence pourtant pas par des remontrances envers Israël aussi dures que celles de la plupart de ses détracteurs :

« Dans la guerre sémantique qui a été déclenchée à la suite de l'invasion du Liban par Israël, en juin 1982, les contempteurs des actions israéliennes ont fréquemment été accusés d'hypocrisie. Si les raisons invoquées étaient spécieuses, l'accusation elle-même n'était pas totalement infondée. Il est manifestement hypocrite de condamner la construction de colonies par Israël dans les territoires palestiniens occupés, dès lors que c'est nous [les États-Unis] qui, en payant, permettons qu'elles soient créées et / ou agrandies. Hypocrite, encore, de condamner Israël parce qu'il attaque des objectifs civils avec des bombes à fragmentation et des bombes au phosphore, « afin d'obtenir le rendement maximum de tués / frappe ». Alors même que c'est nous qui fournissons ces bombes aux Israéliens gratuitement, ou à prix d'ami, tout en sachant très bien quelle utilisation en sera faite... Ou encore de critiquer les bombardements israéliens « aveugles » de zones densément peuplées ou encore d'autres « hauts faits » militaires, alors que non seulement nous fournissons ces moyens militaires en abondance, mais que nous sommes très demandeurs de l'aide qu'Israël nous apporte, en retour, en testant les armes dernier cri dans les conditions du champ de bataille... D'une manière générale, c'est pure hypocrisie que de critiquer l'usage qu'Israël fait de sa puissance, tout en accueillant à bras ouverts les contributions de ce pays à la réalisation par les États-Unis de leur objectif d'élimination de menaces potentielles, d'origine très largement indigène, pour l'hégémonie américaine au Moyen-Orient. [21] »

Je réponds ceci à Chomsky : C'est Israël, qui voyait en l'OLP une menace, en 1982, et non pas les États-Unis ! En particulier après que ladite OLP eut respecté rigoureusement un cessez-le-feu avec Israël parrainé par les États-Unis et, ce, onze mois durant ; ce qui, vous l'avouerez, lui conférerait une crédibilité ô combien dangereuse, aux yeux d'Israël ! Ensuite, qui Chomsky désigne-t-il par ce « nous » ? Peut-être s'agit-il du président Reagan et de quelques membres du Congrès, qui ont manifesté une certaine « préoccupation » après que les médias se furent retrouvés dans l'impossibilité de dissimuler plus longtemps le nombre des Palestiniens et des Libanais tués par l'invasion israélienne, ni la destruction quasi totale du Liban. Mais Chomsky ne le dit pas. Il ne peut s'agir de ceux qui étaient descendus dans les rues afin de manifester contre l'invasion israélienne. Les deux partis politiques (états-unis) [le parti républicain et le parti démocrate, ndt] s'étaient livrés à une surenchère d'applaudissements au

moment où Israël avait lancé son agression et le **syndicat états-unien AFL-CIO** avait fait de même, allant jusqu'à payer un encart publicitaire, sur toute une page du *New York Times*, proclamant : « *Nous ne sommes pas neutres : nous, nous soutenons Israël !* » - placard financé par un lobbyiste israélien résidant sur Park Avenue, dans un quartier ultra-chic. Au début, les médias étaient, eux aussi, enthousiastes. Mais il est rare, néanmoins, de trouver un éditorial qui soutienne l'aide états-unienne à Israël. Ce sujet est très rarement évoqué – pour ainsi dire, jamais – et c'est comme ça que le lobby pro-israélien aime bien la presse : quand elle la ferme ! En écrivant ce qu'il écrit, Chomsky ne serait-il pas, par hasard, en train de nous fabriquer un épouvantail, afin de faire diversion ? Il semble bien, hélas, que ce soit le cas...

Si nous adoptions la « logique » de Chomsky, il serait injuste d'accuser des officiers et des responsables politiques indonésiens, salvadoriens, guatémaltèques, haïtiens ou philippins des atrocités perpétrées contre leurs propres concitoyens, dès lors qu'ils étaient financés et politiquement soutenus par les États-Unis !

Nul doute que Pinochet fera appel à maître Chomsky, comme avocat, pour sa défense, s'il doit être jugé un jour...

Chomsky a invoqué une nouvelle fois la responsabilité américaine dans les péchés d'Israël dans son introduction à son ouvrage intitulé *The New Intifada*, en relevant qu'en sa qualité de haute partie contractante des Conventions de Genève, « *il appartient à Washington d'empêcher la colonisation et les expropriations, les punitions collectives et toutes les autres formes de violence [d'Israël]... Il en résulte que les États-Unis commettent une violation explicite et extrême de leurs obligations en leur qualité de signataires de ces conventions* » [22].

J'aurais tendance à être d'accord avec lui. Mais le refus d'agir des États-Unis représente-t-il en quoi que ce soit une « violation » plus « extrême » que les crimes réels et terriblement concrets perpétrés aujourd'hui par un autre signataire desdites Conventions, à savoir : Israël ? Chomsky aimerait bien nous le donner à accroire.

Le mythe d'Israël gardien des puits de pétrole

Ce point a été éclairci, lors d'une conférence de Chomsky à Oxford, en mai 2004, au cours de laquelle il a évoqué l'assassinat, la semaine précédente, du chef spirituel du Hamas par l'armée israélienne, tandis que celui-ci sortait d'une mosquée de Gaza. « *Cela a fait l'objet de reportages, et cela a été présenté comme un assassinat israélien ; ce qui n'est pas exact...* », a dit Chomsky, qui a aussitôt précisé sa pensée :

« Shaïkh Yassine a été tué par un hélicoptère américain, piloté par un pilote israélien. Or, Israël ne produit pas d'hélicoptères. Ce sont les États-Unis qui les leur envoient, tout en sachant très bien que ces hélicoptères seront utilisés à des fins telle celle-là. Les États-Unis fournissent des armes à Israël, bien qu'ils soient parfaitement au courant du fait que ces armes seront utilisées à de telles fins par Israël, et non pour assurer sa défense, au titre de laquelle elles ont pourtant été exportées. »

Jusqu'à un certain point, Chomsky a raison. Ce qui manque à son analyse, c'est le fait qu'il ne fait pas la moindre allusion aux demandes émanant du Congrès – demandes orchestrées par l'Aipac, le lobby pro-israélien officiellement enregistré aux États-Unis – afin de s'assurer que ceux-ci fournissent bien à Israël ces hélicoptères, dont Israël pourra faire l'usage que ses généraux jugeront approprié. (De fait, il n'y a pas la moindre allusion à l'Aipac dans les nombreux ouvrages consacrés par Chomsky au conflit israélo-palestinien, ce qui tient de l'exploit !) L'impression que le public anglais de Chomsky retira de cette conférence, ce fut la conclusion que l'assassinat de Cheïkh Yassine avait reçu le feu vert de Washington...

Tandis que le recours répété aux hélicoptères contre la résistance et la population civile palestiniennes était un des aspects parmi les plus criminels de la réponse apportée par Israël à l'Intifada, l'absolution des Israéliens pour leur utilisation devenait une sorte d'obsession chez Chomsky, comme le montrent son introduction à *The New Intifada* [23] et (sans doute a fortiori) son ouvrage *Middle East Illusions*.

« Le 1er octobre [au début de l'Intifada d'al-Aqçâ], les hélicoptères militaires israéliens ou, plus précisément, les hélicoptères militaires américains pilotés par des Israéliens, firent monter l'escalade en flèche, avec la mort de deux Palestiniens à Gaza... La livraison ininterrompue d'hélicoptères d'assaut par les

États-Unis à Israël, tout en sachant que ces armes étaient utilisées contre les civils palestiniens, ainsi que le silence des médias consensuels, ne sont qu'une illustration de notre piètre attachement au principe selon lequel nous ne croirions pas en la violence. Encore une fois, cela impartit deux tâches aux citoyens honnêtes : la première (la plus importante) – faire quelque chose à ce sujet ; la seconde – essayer de percer à jour pour quelle(s) raison(s) une telle politique est-elle menée [24] ? »

Que faire ? Voilà ce que Chomsky, encore une fois, ne dit pas. Mais il tente de nous dire le « pourquoi »... :

« En l'occurrence, les raisons fondamentales ne sont pas réellement controversées... On sait depuis longtemps que la région du Golfe renferme les principaux gisements énergétiques du monde... » [25].

Chomsky consacre ensuite deux pages à nous expliquer l'importance du pétrole du Moyen-Orient et les efforts déployés par les États-Unis pour s'en assurer le contrôle. Il s'agit là, en l'occurrence, de l'explication de base qu'il n'a cessé de répéter et de republier, presque littéralement, depuis des années. Ce que cela a à voir avec les Palestiniens, qui n'ont pas une goutte de pétrole, ou avec la manière dont un Etat croupion palestinien mettrait en danger les intérêts des États-Unis dans cette région du monde, voilà ce à quoi il n'est pas répondu. Mais, après ces deux pages, le lecteur aura oublié que la question ait même simplement été soulevée... Dans son explication, Chomsky ne fait pas la moindre allusion au lobby pro-israélien, ni non plus, d'ailleurs, à de quelconques groupes de pression intérieurs aux États-Unis...

Chomsky reconnaît certes que *« des secteurs majeurs du capitalisme américain, dont certains éléments puissants ayant des intérêts au Moyen-Orient [entendre : les grandes compagnies pétrolières !] ont fait leur une « solution à deux États », en partant du principe que :*

« Les tendances nationalistes radicales suscitées par la non-solution du problème palestinien seraient réduites par l'instauration d'un mini-état palestinien, qui serait contenu grâce à une alliance militaire jordano-israélienne (éventuellement tacite), survivrait en fonction du bon plaisir de ses voisins bien plus

puissant que lui et serait financé par les forces les plus conservatrices et pro-américaines du monde arabe... Tel serait, de fait, le résultat vraisemblable d'une « solution à deux États ». [26] »

Un tel résultat aurait peu d'effets sur la politique régionale arabe, en dehors de celui de démoraliser les sympathisants du combat des Palestiniens dans les pays voisins et dans l'ensemble du monde, ce qui serait une évolution qui servirait, à l'évidence, les intérêts américains. Toutefois, cela entraverait l'expansion israélienne, chose cruciale pour Israël, mais de peu d'importance aux yeux de Washington. Par ailleurs, Chomsky ne voit pas cette contradiction, pourtant flagrante, dans son argumentation : si le soutien à Israël était effectivement fondé (comme il l'affirme) sur son rôle de protection des ressources stratégiques américaines – à savoir le pétrole – pourquoi ladite position ne jouit-elle donc pas, par conséquent, du soutien des grands trusts pétroliers ayant des « intérêts dans cette région » ?

Il est intéressant de se reporter aux écrits antérieurs de Chomsky, afin de suivre l'évolution de sa position. Le paragraphe suivant de *Peace in the Middle East*, publié en 1974 et réédité avec des compléments en 2003, ne se distingue pas vraiment de la bouillie libérale que Chomsky étrille par ailleurs si souvent...

« Je n'entrevois aucune manière, pour les Américains, de contribuer à la recherche active de la paix. Il s'agit là du travail du peuple de l'ancienne Palestine lui-même. Mais il est concevable que les Américains puissent apporter quelque contribution à une recherche passive de la paix en fournissant des canaux de communication, en élargissant la portée des discussions et en explorant des questions fondamentales de diverses manières qui ne sont pas aussi facilement à la portée de ceux dont les vies elles-mêmes sont directement menacées, dans l'immédiat. » [27]

Les lecteurs noteront, au milieu du caractère extrêmement vague de ce paragraphe, de quelle manière la suggestion, par Chomsky, que « *la recherche active de la paix* » doit être laissée « *au peuple de l'ancienne Palestine* » est le reflet d'une phrase que nous avons entendue souvent dans la bouche de Clinton et, depuis lors, de Georges le Second et de Colin Powell, à savoir, nommément : « *laisser les négociations aux parties concernées* ».

Ces propos ont été publiés un an après la guerre d'Octobre 1973, à

une époque où les États-Unis étaient en train d'augmenter massivement leur aide, tant économique que militaire, à Israël – fait que Chomsky souligne, dans d'autres textes. Soulever une telle question dans un tel contexte, toutefois, n'était manifestement pas pour lui à l'ordre du jour, à l'époque.

Il est raisonnable de conclure, à ce stade, que la manière qu'a Chomsky de tourner autour de la question de l'aide états-unienne, son opposition aux désinvestissements et aux sanctions, et au fait qu'Israël soit tenu pour redevable, peuvent être attribuée plus à sa perspective sioniste, quelle que soit la manière dont il la définit, qu'à son approche générale des événements historiques. Toutefois, cela ne s'arrête pas là : l'examen d'un échantillon de ses prodigieuses productions sur le conflit israélo-palestinien révélera des omissions historiques critiques et des points aveugles, des événements malencontreusement mal interprétés et une tendance à répéter ses erreurs, au point qu'elles sont devenues des « faits non-controversés » pour des générations successives de militants, qui les répètent, tels des dauphins dressés. En somme, ce que Chomsky leur a légué, c'est un scénario profondément gauchi, qu'il a réussi à leur fourguer et à leur refourguer en le leur faisant prendre pour la réalité.

Les conséquences sont évidentes.

Ceux qui se sont fiés à l'interprétation chomskyenne des relations états-uno-israéliennes dans leur action en faveur de la cause palestinienne se sont retrouvés totalement impuissants sur le plan fonctionnel. Il n'existe tout simplement aucune preuve qu'une quelconque activité qu'ils aient entreprise ait mis le moindre frein à la détérioration ininterrompue de la situation des Palestiniens. J'inclus à ceci, spécifiquement, les mouvements anti-guerre et les mouvements de solidarité ainsi que leurs porte-parole en vue, qui ont adopté les formulations de Chomsky en bloc. La part de responsabilité, dans leur échec, qui devrait être déposée aux pieds de Chomsky peut faire l'objet d'un débat. Le rôle majeur joué par Chomsky dans cet échec est néanmoins incontestable. Par ailleurs, Chomsky a rendu un inestimable service à tous ceux qui, au sein du mouvement de solidarité, avaient pour principale (et souvent unique) préoccupation de protéger Israël contre tout blâme et toute sanction, et on sait combien ils sont nombreux.

Suite de cette étude :

- ▶ 2ème partie : « Contrairement aux théories de Chomsky, les États-Unis n'ont aucun intérêt à soutenir Israël »
- ▶ 3ème et dernière partie : « Comment Chomsky a occulté l'influence du lobby pro-israélien sur la politique des États-Unis »

Jeffrey Blankfort

Traduction
Marcel Charbonnier

- [1] [Noam Chomsky interviewed by Tim Halle](#), 1999.
- [2] *Peace in the Middle East*, Vintage, 1974 p. 49-51.
- [3] [Mick Hartley](#), January 10, 2004.
- [4] « Occupied Territory : Congress, the Lobby and Jewish Responsibility », *City Lights Review*, San Francisco, 1992, *The Israel Lobby and the Left : Uneasy Questions*, Left Curve, Oakland, 2003.
- [5] [Safundi](#), *Znet*, May 10, 2004.
- [6] *Ha'aretz*, August 24, 2004.
- [7] [www.jihadunspun.org](#), Dec. 25, 2004.
- [8] *Pirates and Emperors*, South End Press. Cambridge, 2002.
- [9] E-mail, 26 novembre 2004.
- [10] *Washington Post*, 26 novembre 2003.
- [11] *Harvard Crimson*, 2 décembre 2003.
- [12] *Cornell Daily Sun*, 12 avril 2004.
- [13] *Znet*, 26 juillet 2004.
- [14] *Znet*, 26 août 2004.
- [15] Ibid.
- [16] E-mail, 26 novembre 2004.
- [17] [Leila Hull](#), HRW, e-mail, 27 novembre 2004.
- [18] E-mail, 25 novembre 2004.
- [19] E-mail, 26 novembre 2004.
- [20] *Znet*, 2 avril 2002.
- [21] *The Fateful Triangle*, South End, Boston, 1983, pp. 1-2.
- [22] *The New Intifada*, Verso, London-New York, 2001 p. 18-19.

[23] Ibid, p. 6.

[24] *Middle East Illusions*, Rowman and Littlefield, Lanham, MD, 2003, p.207.

[25] *Middle East Illusions*, p. 209 Fateful Triangle, pp. 17 ff.

[26] *The Fateful Triangle*, pp 43-44.

[27] *Peace in the Middle East*, p. 56.

POLÉMIQUE (2ÈME PARTIE)

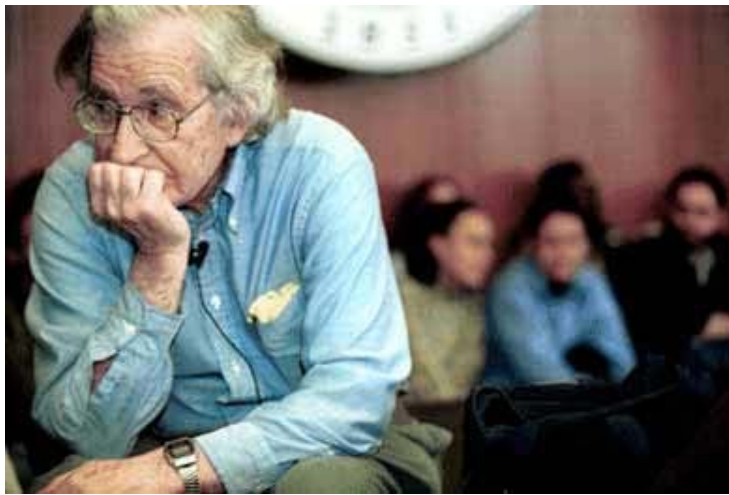
Contrairement aux théories de Chomsky, les États-Unis n'ont aucun intérêt à soutenir Israël

par Jeffrey Blankfort

Nous publions aujourd'hui la seconde partie de l'étude de Jeffrey Blankfort sur les ambigüités de Noam Chomsky. Après avoir montré l'engagement du maître pour soutenir les investissements en Israël et pour accréditer la trompeuse théorie du gardien des puits de pétrole, il démonte deux autres dogmes. D'une part, loin d'être un atout stratégique pour les États-Unis, comme le prétend Chomsky, Israël est un handicap. D'autre part, ce n'est pas Washington qui empêche la solution du conflit israélo-palestinien, mais bien Israël qui veut à la fois être un État juif et l'unique État en Palestine.

RÉSEAU VOLTAIRE / SAN FRANCISCO (ÉTATS-UNIS) / 21 AOÛT 2006

عربي ENGLISH ESPAÑOL



Pour consulter la première partie de cette étude : cliquez [ici](#) : « *Le contrôle des dégâts : Noam Chomsky et le conflit israélo-israélien* »

Jusqu'ici, j'ai traité largement des opinions exprimées par Chomsky (dans la presse ou lors de conférences). Ses travaux universitaires, malheureusement, présentent les mêmes failles. Elles ont été décrites succinctement par Bruce Sharp sur un site ouèbe qui examine ses écrits antérieurs sur le génocide au Cambodge. Chomsky, écrit Sharp,

« n'évalue pas toutes les sources avant de déterminer lesquelles résistent à un examen sérieux. En lieu et place, il examine une poignée de récits, jusqu'à ce qu'il en trouve un qui corresponde à son idée préétablie de ce que doit être la vérité ; il n'extrapole pas ses théories de données vérifiées et avérées. En lieu et place, il réunit (ce qu'il appelle) des « preuves » de manière sélective, et uniquement des « preuves » qui étaient ses théories. Tout le reste, il le laisse tomber. » [1]

« Les omissions de Chomsky », écrit Sharp, « découlent précisément du même type de biais irréfléchi qu'il passe son temps à moquer dans la presse consensuelle. Les événements censés corroborer sa théorie sont tenus de remplir des conditions de crédibilité bien inférieures à celles (impossibles) auxquelles sont soumis les événements qui la démentiraient. » [2]

Ces reproches ne sont pas adressés au seul Chomsky, bien entendu. Mais, étant donnés son prestige et sa crédibilité d'universitaire, ils sont particulièrement graves, le concernant. Ce que Sharp a diagnostiqué fait de Chomsky moins un historien qu'un procureur général.

Il est certain que les questions relatives à l'action visant à garantir une solution juste du conflit israélo-palestinien sont complexes et controversées. Mais elles n'en doivent pas moins, au contraire, être examinées et débattues sérieusement et honnêtement. Tout le monde toutefois, ne participe pas à ce débat sur un pied d'égalité avec tous les autres. Il revient en particulier aux Palestiniens eux-mêmes de trancher la question du droit au retour des réfugiés palestiniens, et non aux Israéliens, ni à Washington, ni au « *consensus international* » si cher à Chomsky...

Un autre problème intimement lié à celui que nous venons d'évoquer – à savoir : celui du choix : « *un seul État contre deux États* » – est plus complexe encore. À son sujet, les Palestiniens eux-mêmes sont partagés. Bien que je sois partisan de la solution à un seul État, je n'ai pas l'intention de développer in extenso mon argumentation en sa faveur ici ; je me contenterai de l'exposer brièvement afin de donner au lecteur la présentation qu'en fait Chomsky. Toutefois, la prépondérance du discours sioniste étant ce qu'elle est, ni l'une ni l'autre de ces deux problématiques [la question des réfugiés et celle de savoir si'il faut un État binational ou deux États mononationaux.] n'a la capacité de mobiliser un nombre significatif d'États-Uniens pour leur cause respective, mis à part ceux qui ont un intérêt personnel dans la solution qui sera éventuellement apportée à l'une ou à l'autre.

Deux questions, en revanche, ont cette capacité mobilisatrice. Elles sont d'ailleurs intimement liées entre elles. Ces deux questions, les voici :

1) La nécessité de fermer le robinet qui fait se déverser en Israël un flot continu de dollars provenant des contribuables états-uniens. Au vu des coupes budgétaires drastiques affectant la santé, l'éducation et les retraites, dans l'ensemble des États-Unis, il existe déjà un public tout trouvé qui serait sensible à la nécessité de mettre un terme à cette aide, qui a franchi récemment le seuil des 100 milliards de dollars. Cette mesure devrait impliquer l'arrêt des investissements tant publics que privés en Israël, dans des compagnies israéliennes, ou dans des compagnies états-uniennes faisant des affaires en Israël (ce qui a déjà été entrepris, de manière certes extrêmement limitée). Autrement dit : il s'agit d'imposer ces fameuses sanctions, que Chomsky déplore tellement ;

2) Dénoncer et contrer la mainmise du lobby pro-israélien sur le

Congrès ainsi que son contrôle sur la politique moyen-orientale des États-Unis, dont tous les observateurs politiques à Washington et ailleurs dans le monde reconnaissent qu'il s'agit d'une donnée objective. Oups : « *tous les observateurs* », sauf, bien sûr, Chomsky !

Certes, à l'occasion, celui-ci mentionne bien que la majorité des États-Uniens sont plus que réticents en ce qui concerne l'aide militaire prodiguée à Israël par leur pays, mais sans plus. La fixation que fait Chomsky sur les pilotes israéliens aux commandes d'hélicoptères – certes, mais d'hélicoptères « *américains* » –, en plus de reléguer la puissance de déflagration de la question des aides et du lobby dans les marges du discours politique, est un élément fondamental pour sa pensée, en ceci qu'elle sape les fondements mêmes de son analyse, selon laquelle :

1) Israël serait essentiellement un pays client des États-Unis, lequel État client ne serait soutenu par Washington que sur la base de ses « *services* », de sa nature d'« *atout stratégique* » [3] et de « *flic en patrouille* » [4] [5] pour les intérêts états-uniens au Moyen-Orient, mais aussi ailleurs dans le monde ;

2) L'attitude « *réjectionniste* » des États-Unis, adoptée par les gouvernements états-uniens successifs, qui s'opposent à la création d'un État palestinien, serait l'obstacle essentiel bloquant la mise en application d'une « *solution à deux États* ». De surcroît, Chomsky voudrait nous faire croire que la politique états-unienne, en dépit d'occasionnelles apparences du contraire, soutiendrait « *l'intégration progressive des territoires occupés à l'intérieur d'Israël* » [6] ;

3) Enfin, l'influence du lobby pro-israélien serait « *exagérée* » par ses détracteurs, et elle serait plus un facteur qui ferait occasionnellement pencher de tel ou tel côté le fléau de la balance, qu'un facteur décisif et totalement indépendant de la conjoncture... De plus, ceci ouvrirait le débat concernant la capacité d'une pression idéologique de trouver une traduction concrète – en comparaison avec le pouvoir réel [7].

Sur ces trois points, innombrables sont les preuves contraires apportées par des universitaires incontestés, spécialistes de la question. Preuves contraires dont Chomsky a manifestement connaissance (d'ailleurs, il les cite, quand cela le sert...), mais qu'il choisit délibérément d'ignorer. Dans les limites qui sont celles de cet article, je

n'en évoquerai que quelques-unes.

La théorie fumeuse de l'« *atout stratégique* »

L'argument de Chomsky, selon qui le soutien américain à Israël serait motivé par la valeur d'« *atout stratégique* » qui serait propre à ce pays a été explicité avec une particulière clarté par Chomsky, en 1983, dans son ouvrage *Le Triangle fatal*, et il a été repris par lui dans ses interviews et ses articles jusqu'au moment où l'URSS cessa de représenter une menace, et où il dut trouver de nouvelles justifications.

Depuis la fin des années 1950, le gouvernement états-unien a été amené à soutenir de plus en plus la thèse selon laquelle un Israël puissant représenterait un « *atout stratégique* » pour les États-Unis, en leur servant de rempart contre les menaces représentées par les mouvements nationalistes arabes radicaux, susceptibles d'obtenir le soutien de l'URSS [8].

La pauvreté des « *preuves* » que Chomsky invoque à l'appui de cette (hypo)thèse aurait dû depuis fort longtemps faire se lever bien des sourcils... Un élément qu'il ne cesse d'invoquer, c'est un *Mémoire du Conseil national de Sécurité*, de janvier 1958, lequel, d'après Chomsky, avait « *conclu qu'un corollaire logique de [notre] opposition au nationalisme arabe croissant* » consisterait à « *soutenir Israël, en tant qu'unique puissance pro-occidentale à subsister au Moyen-Orient* ». [9] Sur un point d'une telle importance, on s'attendrait tout de même à ce qu'il soit en mesure de nous ressortir quelque chose de plus frais... Or, il se trouve que cette même année 1958, en réplique à l'insurrection anti-britannique victorieuse en Irak et aux troubles nationalistes au Liban, Eisenhower expédia les Marines dans ces deux pays, afin d'y défendre des intérêts états-uniens prétendument menacés. Apparemment, le recours à des troupes israéliennes n'a jamais été envisagé ?...

Les seuls « *services* » rendus par Israël, auxquels Chomsky fait allusion, furent la défaite de l'Égypte en 1967 [10], défaite motivée à l'évidence par les intérêts propres à Israël, ainsi que le rôle qu'Israël aurait joué afin de dissuader le gouvernement syrien de venir en aide aux Palestiniens confrontés aux massacres du roi de Jordanie, en septembre 1970. Et c'est tout !... Dans ce dernier cas, Israël n'a nullement eu besoin des États-Unis pour mettre son armée en état

d'alerte afin de contrer ce qui a été improprement considéré (pas par Chomsky, soyons juste...) comme une tentative de prise de contrôle du pouvoir en Jordanie par l'OLP [11].

Ce que Chomsky et ceux qui répètent ses analyses tels des perroquets ignorent (ce qui n'a rien d'étonnant, car il n'en parle jamais !), ce sont d'autres facteurs, qui ont joué un rôle dans la déroute de l'OLP en Jordanie, notamment les dissensions internes, le refus de l'armée de l'air syrienne – alors sous le commandement de Hafez al-Assad (pas particulièrement un ami de l'OLP...) – de lui accorder une couverture aérienne et l'avantage stratégique dont jouissait l'armée jordanienne, très majoritairement composée de Bédouins.

C'est Henry Kissinger qui exagéra le rôle d'Israël dans l'issue de cette confrontation, tout comme il exagéra son potentiel d'« *atout* » américain dans la Guerre froide [12] et – ironiquement – c'est donc la position de Kissinger que Chomsky a ainsi sanctuarisée, en l'élevant au statut de « *fait* » historique !

Un autre facteur, dans l'argumentation « *atout historique* » est généralement négligé, comme le fait observer Camille Mansour :

« Ces luttes d'influence, se produisant dans l'entourage géographique d'Israël, sont souvent liées (et, dans le cas de la crise jordanienne, elles l'étaient assurément) au conflit israélo-arabe lui-même : pour les États-Unis, Israël était dans la situation paradoxale de représenter un atout, en réduisant les menaces pesant sur lui-même et en même temps sur les intérêts américains – menace, toutefois, dont Israël était susceptible d'être lui-même à l'origine, en raison de l'état de belligérance avec les Arabes qui le caractérise. » [13]

Cette opinion fut confirmée, par la suite, par Stephen Hillman, ancien membre de la Commission sénatoriale (états-unienne) des relations extérieures, qui écrit :

« Le service qu'Israël est censé fournir aux États-Unis – en faisant obstacle à la pénétration soviétique au Moyen-Orient – est un service rendu nécessaire au premier chef par l'existence même d'Israël, mais sans lequel les Arabes seraient beaucoup moins réceptifs à l'influence soviétique... Il est exact qu'Israël fournit aux États-Unis une information militaire et des renseignements précieux,

et il est concevable... que les États-Unis puissent avoir besoin de bases navales ou aériennes sur le territoire israélien. Ces atouts, en eux-mêmes... ne semblent toutefois pas suffire à justifier le fait que les États-Unis aient dépensé, depuis la fondation d'Israël en 1948 jusqu'à nos jours – en 1980 – presque 31 milliards de dollars en aide militaire et plus de 5,5 milliards de dollars en soutien économique, ce qui fait d'Israël – de très loin – le premier bénéficiaire des aides économiques extérieures accordées par les États-Unis » [14]

Chomsky était tout à fait au courant des travaux de Tillman, qu'il cite fréquemment dans son *Triangle fatal*. Mais la citation ci-dessus, curieusement, n'y figure pas. Plus à son goût, sans doute, il lui préféra un commentaire de l'ex-sénateur Henry « *Scoop* » Jackson, démocrate, de l'État de Washington, que Chomsky intégra au *Triangle fatal*, et qu'il reprit, depuis lors, dans tous ses ouvrages, interviews et conférences sur le conflit israélo-palestinien. D'après ce Jackson,

La tâche impartie à Israël consistait à « *inhiber et contenir les éléments irresponsables et radicaux dans certains pays arabes... lesquels, s'ils avaient été laissés libres d'agir à leur guise, auraient représenté une grave menace pour nos principaux approvisionnements pétroliers dans le Golfe persique* ». [15]. Il faisait ainsi allusion à l'« *alliance tacite entre Israël, l'Iran (du temps du Shah) et l'Arabie saoudite* », bien qu'il n'existe aucune preuve que l'un quelconque de ces trois pays ait jamais joué un tel rôle. La première administration Bush ayant considéré que les ressources pétrolières de cette région étaient menacées par l'invasion du Koweït par l'Irak, en 1991, elle agit d'elle-même, et fit tout son possible afin de dissuader Israël de participer aux opérations. Mais cela ne dissuade nullement Chomsky de continuer à nous raconter sempiternellement le même conte pour enfants...

La raison pour laquelle Chomsky est persuadé que nous devons accorder foi à l'opinion de Jackson, c'est le fait qu'il s'agissait de « *l'expert le plus en vue, au Sénat américain, sur la question pétrolière* », écrit-il dans son *Triangle fatal*, à la page 535, ainsi que « *l'expert du Sénat en matières moyen-orientale et pétrolière* », dans *Vers une nouvelle guerre froide* [Toward a New Cold War], à la page 315, ou encore du « *spécialiste le plus en vue au Sénat en matière de Moyen-Orient et de questions pétrolières* » (dans *The New Intifada*, ainsi que dans *Middle East Illusions*, page 179), d'« *éminent*

spécialiste ès questions pétrolières », dans *Deterring Democracy*, page 55) ; de « *spécialiste le plus en vue au Sénat dans les questions du Moyen-Orient et du pétrole* » (dans *Pirates and Emperors*, page 165) et enfin de « *personnage influent concerné par le Moyen-Orient* » (dans *Hegemony or Survival*, page 165).

Si j'insiste sur les descriptions élogieuses données de Jackson par Chomsky, c'est parce qu'elles sont très caractéristiques, de par leur nature trompeuse. La seule chose qui aurait à la rigueur pu faire passer Jackson pour un expert en matière de pétrole, c'est peut-être le fait qu'il ait dirigé une enquête sur les pratiques pétrolières aux États-Unis, à l'époque où il était président de la Commission de l'Intérieur (= Commission de l'Environnement Ndt.) au Sénat.

Mis à part le fait d'être connu comme le « *sénateur nommé par Boeing* » en reconnaissance des nombreux contrats qu'il a obtenu pour cette firme tandis qu'il présidait la Commission des Armées du Sénat, le principal legs de Jackson est sans doute sa participation à la rédaction de l'amendement Jackson–Vanik, lequel conditionnait le succès des négociations entre l'URSS et les États-Unis (en vue de la fin de la Guerre froide) à l'ouverture par l'URSS des portes à l'émigration juive. On comprendra que cela ait fait de lui le chouchou du lobby pro-Israélien et des juifs américains, de manière générale, qui lui assurèrent 523 778 dollars (soit 24,9 %) en contributions de campagnes électorales, durant cinq ans. [16] Faucon farouchement opposé à toute détente et partisan acharné de la Guerre froide, il fut « *pratiquement le dernier démocrate, au Sénat, à soutenir... la guerre [au Vietnam]* » [17]. Plus récemment, il a été célébré en tant que patron, au Congrès, des néocons ayant donné à Richard Perle le signal du départ sur sa piste vers l'enfer.

Grâce au soutien à la fois d'Israël et du complexe militaro-industriel états-unien, les efforts de Jackson ne passèrent pas inaperçus auprès du très influent Jinsa [Jewish Institute for Security Affairs], principal promoteur de l'intégration entre les industries états-unienne et israélienne de l'armement, depuis 1976. C'est, là encore, un élément clé du lobby israélien que Chomsky n'a jamais cité. En 1982, cet institut créa un prix, intitulé Prix Henry M. « *Scoop* » Jackson Distinguished Service Award [Prix « *pour service rendu* »], que Jackson fut le premier à se voir décerner. Le dernier impétrant en date n'étant autre que son protégé, Richard Perle.

Eût Chomsky indiqué les orientations du faucon pro-israélien Jackson, cela aurait certainement soulevé des questions au sujet de la crédibilité de ce sénateur, au cas où cela ne l'aurait pas totalement discrédité...

Mis à part une petite poignée d'admirateurs loyalistes qui semblent déterminés à faire écho au moindre de ses propos, la vision qu'a Chomsky des relations états-uno-israéliennes n'a pas le même succès auprès de ses collègues universitaires, y compris auprès de ceux, parmi eux, qui partagent pourtant sa vision du monde. Tout en veillant à ne pas citer nommément Chomsky, c'est bien à la théorie de celui-ci que faisait par exemple allusion le professeur Ian Lustick, interviewé en 2001 par Shibley Talhomi :

« Les États-Unis sont assez puissants et assez riches pour pouvoir traiter une crise majeure, quand il s'en produit, comme l'invasion du Koweït par l'Irak, qui fut manifestement une crise d'une extraordinaire gravité. Mais la grosse question, concernant ce qui concerne les motifs des États-Unis, au plan intérieur, a trait aux raisons de l'engagement américain en faveur d'Israël. C'est véritablement cela, la question essentielle. Et vous avez, à ce sujet, plusieurs explications en concurrence les unes avec les autres. Très longtemps, il y a eu une opinion selon laquelle l'engagement américain en faveur d'Israël était un corollaire des intérêts stratégiques des États-Unis, à savoir qu'essentiellement, les États-Unis voyaient dans Israël un instrument au service de leurs intérêts stratégiques et, plus largement, un instrument leur servant à contenir l'URSS durant la Guerre froide et depuis lors, à assurer la régularité de leurs approvisionnements pétroliers, à réduire le terrorisme, etc... »

En cette matière, la vérité, c'est que cette théorie ne tient pas, car si Israël, dans certains cas, a été stratégiquement très utile (pour les États-Unis), il n'a pas été considéré stratégiquement important dans d'autres cas. Mais il y a sans doute quelque chose de plus important encore : durant la plus grande partie de la Guerre froide, les bureaucrates – les bureaucraties de l'exécutif, de la Défense, des Affaires étrangères...) n'ont pas considéré qu'Israël fût un atout stratégique, et certains, parmi eux, virent même en lui un handicap. On le voit, cet argument ne fait donc pas l'affaire... [18]

Que cet argument ait été valide, ou non, que durant la Guerre froide

les États-Unis aient pu voir en Israël un allié fiable contre des régimes soutenus par l'URSS dans certains pays arabes ; cet argument s'est évanoui aussi rapidement que l'URSS elle-même. Quand Afif Safiyéh, délégué de la Palestine au Royaume-Uni et auprès du Saint-Siège s'est rendu aux États-Unis, juste après l'effondrement de l'URSS, il a été surpris de constater :

« que, dans les cercles pro-israéliens... la préoccupation dominante concernait la perte d'un « ennemi », avec ce que cela pouvait comporter pour la « raison d'être » (en français dans le texte, ndt) et pour l'utilité d'Israël pour la politique étrangère états-unienne, en tant que bastion stratégique destiné à contenir l'expansionnisme soviétique. C'est précisément à cette période que la construction idéologique d'une menace planétaire de remplacement – le péril islamique – débuta. » [19]

L'effondrement de l'URSS força non seulement le lobby pro-israélien, mais Chomsky lui-même, tout aussi bien, à rechercher fiévreusement une nouvelle raison afin de justifier la poursuite du soutien états-unien – le lobby, pour le perpétuer, et Chomsky pour le justifier – et de la relation privilégiée états-uno-israélienne.

Chomsky trouva cette nouvelle raison dans une déclaration d'un ancien chef des services israéliens de renseignement, Shlomo Gazit. L'argument de la guerre froide, sur lequel Chomsky se fondait jusqu'alors, voici que Chomsky le trouvait soudain « *hautement trompeur* », lui préférant « *l'analyse... faite par Gazit* », lequel écrivit, après l'effondrement de l'Union soviétique, que :

« La principale mission d'Israël n'a absolument pas changé, et elle reste d'une importance cruciale. Sa situation, au centre du Moyen-Orient arabo-musulman, prédestine Israël à être un gardien dévoué de la stabilité dans tous les pays qui l'entourent. Son rôle est de protéger les régimes en place, c'est-à-dire de prévenir ou d'arrêter les processus de radicalisation et de bloquer l'expansion du zèle religieux fondamentaliste ». [20]

*« Ce à quoi nous pouvons ajouter », écrit Chomsky dans la préface à la nouvelle édition de son *Triangle fatal*, « qu'Israël fait le sale boulot dont les États-Unis ne veulent à aucun prix se charger eux-mêmes, en raison de l'opposition populaire et d'autres inconvénients. » [21]*

Chomsky écrit ceci comme si nous étions encore dans les années 1970 ou 1980 ; il n'y a apparemment aucune limite au « *sale boulot* » dont les États-Unis sont disposés à se charger par eux-mêmes, par les temps qui courent ! De la part de Gazit, on devait bien entendu s'attendre à ce qu'il évoque un bon prétexte pour maintenir l'aide états-unienne à Israël. Mais : la stabilité ? ! ? A défaut d'autre chose, la présence d'Israël dans la région a toujours représenté un facteur de déstabilisation et à deux reprises, en 1967, puis, à nouveau, en 1973, cette déstabilisation fut à deux doigts de déclencher une guerre nucléaire (et elle a bel et bien causé un embargo pétrolier arabe aux conséquences économiques extrêmement coûteuses). Aux premiers jours de la guerre d'Octobre, quand il s'avéra que l'armée israélienne risquait d'être débordée, le ministre israélien de la Défense Moshé Dayan paniqua, a-t-on rapporté, et il aurait brandi la menace d'utiliser des armes nucléaires israéliennes contre l'Égypte si les États-Unis ne mettaient pas immédiatement en place un pont aérien afin d'acheminer en Israël des armes conventionnelles. L'administration Nixon répondit promptement à cette demande [Stephen Green, *Living by the Sword : Israel and the US in the Middle East*, Amana, Brattleboro, VT, 1988, p. 91. Seymour Hersh, *The Sampson Option*, pp. 225ff, Avner Cohen, *New York Times*, Oct. 6, 2003.]].

Comme le fait observer Camille Mansour : « *En demandant des armes à Washington de manière aussi pressante, le gouvernement israélien ne se comportait nullement en atout stratégique des États-Unis, mais bien plutôt en protégé craignant – sans doute de manière exagérée, mais tout de même – pour sa propre survie.* » [22]

Il convient de relever qu'il a fallu attendre 1978, c'est-à-dire l'accession au pouvoir de Menahem Begin (élu Premier ministre) pour voir Israël se vendre en tant qu'« *atout pour les États-Unis* ». Dans une interview publiée dans le numéro de janvier 1991 du *Journal of Palestine Studies*, le général israélien à la retraite (aujourd'hui disparu) Matti Peled disait : « *L'argument selon lequel Israël serait un atout stratégique pour les États-Unis, pour lesquels il servirait de porte-avion stratégique, n'a jamais été autre chose que le pur produit de l'imagination israélienne. Cette idée fut avancée pour la première fois par le Premier ministre Begin afin de justifier les prêts considérables accordés à Israël afin de lui permettre d'acheter des systèmes d'armement américains... La crise du Koweït a démontré que cet argument ne tenait absolument pas...* » « *Les contrats*

d'armement ont été utiles aux États-Unis », a-t-il conclu, « *en ceci qu'ils ont été à l'origine de ventes d'armes encore plus importantes aux pays arabes alliés des États-Unis.* »

En 1986, ainsi que les quatre rééditions successives, jusqu'en 2003, de l'ouvrage populaire de Chomsky, *Pirats and Emperors*, comportaient une théorie à base d'« *atout stratégique* » qui apparaissait bodybuildée aux stéroïdes... Dans l'une de ces cinq références à un Israël rendant ce type de service, il écrit :

« Les États-Unis ont toujours cherché à maintenir la confrontation militaire et à s'assurer qu'Israël demeurait bien un « atout stratégique » pour eux. De ce point de vue, il faut qu'Israël soit hautement militarisé, technologiquement avancé, et il faut qu'il soit un État paria, très éloigné de l'indépendance économique, mis à part sa production en matière de hautes technologies (souvent en coordination avec les États-Unis), terriblement dépendant des États-Unis et, partant, satisfaisant leurs besoins, à l'instar de « flic de service » et en tant qu'État mercenaire, employé à d'autres fins américaines, ailleurs dans le monde. [23] »

Chomsky n'aurait pas pu être plus dans l'erreur. Grâce au soutien politique des États-Unis, Israël serait purement et simplement un « *pays paria* » ? Mais Israël jouit du statut de partenaire privilégié au sein de l'Union européenne, son premier partenaire commercial, et son industrie de l'armement, en dépit de son intégration progressive dans son homologue états-unienne, est l'une des plus importantes au monde, en concurrence avec les armes des États-Unis sur le marché mondial. Israël est aussi un des centres majeurs pour les industries états-uniennes des hautes technologies. Israël est donc très loin, on le voit, d'être l'otage des exigences états-uniennes, même si cette catégorisation est bien ce que Chomsky tente, à l'évidence, de suggérer. De plus, si les militaires et les fabricants d'armes israéliens ont effectivement servi les intérêts états-uniens en Amérique latine et en Afrique, des années 1960 au début des années 1980, ils l'ont fait en servant d'abord leurs intérêts propres, et il se trouve, tout simplement, que cela s'est avéré mutuellement profitable.

La soi-disant utilité d'Israël pour les États-Unis a été niée, sous d'autres point de vue. Harold Brown était secrétaire à la Défense sous Jimmy Carter. Son homologue israélien ayant suggéré que les deux pays établissent des plans afin de viser l'Union soviétique, en cas de guerre,

Brown dit alors à Seymour Hersh que l'administration Carter

« ne souhaitait pas être impliquée dans un conflit israélo-soviétique. L'idée selon laquelle Israël représenterait un atout stratégique me semble totalement folle. Les Israéliens diraient : « Laissez-nous vous aider », puis vous finiriez par devenir leur instrument. Les Israéliens ont leurs propres impératifs de sécurité, de même que nous, nous avons les nôtres. Ils ne sont pas identiques. » [24]

Le professeur Cheryl Rubenberg a défié l'attitude mentale de Chomsky, sous un angle différent :

« Les contraintes qui pèsent sur la diplomatie américaine au Moyen-Orient, en raison de la relation (spéciale) états-uno-israélienne, ont obéré la capacité de Washington d'obtenir des relations pragmatiques, stables et constructives avec les pays arabes, (pourtant) un préalable à la réalisation pleine et entière des intérêts régionaux des États-Unis... Même les régimes arabes qui ont entretenu des relations étroites avec Washington, en dépit de l'union (fusionnelle) entre les États-Unis et Israël, ont été contraints à ne pas normaliser trop ouvertement ces liens par peur de l'opposition interne qu'une affiliation desdits régimes envers l'économie américaine n'aurait pas manqué de susciter... »

Les intérêts états-uniens, tant du point de vue des grandes firmes que du commerce extérieur, au Moyen-Orient ont été obérés encore par d'autres facteurs... Pour ne citer qu'un exemple parmi d'autres : en raison de la pression que les organisations pro-israéliennes étaient en mesure d'exercer sur le Congrès, un ensemble de lois anti-boycott ont été adoptées (par les États-Unis) qui limitent sévèrement le « *business* » états-unien dans le monde arabe. En conséquence, les firmes états-uniennes et l'économie des États-Unis subissent des pertes annuelles estimées à 1 milliard de dollars. [25]

Cette législation anti-boycott a été utilisée avec succès afin de poursuivre des entreprises états-uniennes au fil des années, et elle est aujourd'hui mobilisée par les membres pro-israéliens du Congrès afin de tuer dans l'œuf les initiatives des militants états-uniens quand ils mettent en place des campagnes de boycott des produits israéliens. Dois-je préciser quel camp choisit Chomsky, dans ces polémiques ?

De plus, Rubenberg, soulignant un aspect souvent évoqué par

d'autres auteurs, pose la question suivante : « *Comment Israël, voué à mener des politiques qui garantissent, a priori, la perpétuation de l'instabilité régionale (au Moyen-Orient) pourrait-il être considéré comme un « atout pour les intérêts des États-Unis » ?* » [26]

En ce qui concerne l'ère post-soviétique, Chomsky aurait pu solliciter le soutien du pilier néocon Douglas Feith, pour illustrer sa cause. En effet, à quelques variantes près, ces lignes du vice-secrétaire d'État à la Défense, publiées par la revue juridique *Harvard Law Review* au printemps 2004 auraient pu être écrites par Chomsky lui-même :

« Pour toutes sortes de raisons, Israël demeure stratégiquement pertinent, même après l'effondrement de l'Union soviétique... C'est la géographie même de cet État qui garantit la permanence de son importance pour les États-Unis, même sans présence soviétique. (En effet), le Moyen-Orient reste important, pour les États-Unis, en tant que première source des importations pétrolières américaines... Israël a toujours été un allié loyal des États-Unis et, grâce à sa puissance, Israël a toujours représenté une Force [la majuscule est dans l'original, ndt] de stabilisation dans une région par ailleurs volatile. Bien que l'existence même d'Israël ait déclenché de nombreux conflits au Moyen-Orient, du point de vue du gouvernement américain, la destruction d'Israël, la seule démocratie de la région, est stratégiquement inenvisageable. Opérant sur la base du principe qu'Israël est là pour y rester et qu'il doit perdurer, l'aide américaine à ce pays a rapporté aux États-Unis d'énormes dividendes stratégiques. En créant un déséquilibre des forces favorable à Israël, cette aide [américaine] a dissuadé de nombreuses agressions militaires arabes et a évité des situations – à savoir : une guerre totale entre Israël et ses voisins – dans lesquelles les États-Unis auraient sans doute été contraints à déployer des troupes au Moyen-Orient... »

Ce dernier paragraphe est très intéressant, vous ne trouvez pas ? Non seulement Feith surenchérit sur les propos d'Hillman, de Mansour et de Rutenberg, que nous avons déjà cité, selon lesquels l'existence (même) d'Israël est la (principale) source d'instabilité régionale (au Moyen-Orient), mais il suggère l'idée qu'Israël a été justement récompensé d'avoir évité une énième guerre, que sa simple présence n'aurait pas manqué de provoquer ! Si ça, ça n'est pas de la tchuzpah ? ! ? [27]

La théorie « *réjectionniste* »

« *Dans le monde réel* », écrit Chomsky, « *le premier obstacle devant la « vision en émergence » [à savoir : l'offre faite par la Ligue arabe d'une paix globale et de la reconnaissance d'Israël en échange du retrait des troupes israéliennes des territoires « palestiniens » occupés] était et demeure le réjectionnisme unilatéral des États-Unis* ». [28] [Par ce terme, Chomsky voudrait suggérer que les États-Unis « *rejetteraient* » par principe l'idée de la création d'un État palestinien. Ndt]

Chomsky voudrait nous faire croire que ce seraient au premier chef les États-Unis (et non Israël) qui feraient obstacle à un règlement pacifique (à défaut de juste) du conflit israélo-palestinien. Il omet, toutefois, dans tous ses écrits prolifiques, de nous expliquer pourquoi cette solution interfèrerait négativement (en la gênant) avec la puissance états-unienne au Moyen-Orient plutôt que de la renforcer, dès lors que l'État palestinien évoqué (comme Chomsky le reconnaît fréquemment par ailleurs) serait très faible et dépendrait dans une très grande mesure d'Israël, des États-Unis et des autres pays arabes, ne serait-ce que pour survivre économiquement ?

En répétant ce néologisme encore et toujours (parfois à plusieurs reprises sur une même page), Chomsky a réussi à obtenir le résultat que la qualification de « *réjectionniste* » colle aux États-Unis comme un morceau de sparadrap dont ils n'arriveraient plus à se débarrasser. Mais la seule chose qu'en réalité, il soit parvenu à faire, c'est créer sa propre définition (très personnelle) de ce terme, qui n'est qu'un « *épouvantail* » de plus, des entrailles duquel Chomsky est en mesure de nous extraire à pleines poignées le rembourrage, en nous donnant à accroire qu'il s'agirait de la réalité... Cette manip a requis de sa part quelque habile tripatouillage et l'ignorance impardonnable d'une information historique facilement accessible, qui est que, depuis Richard Nixon, tous les présidents états-uniens ont essayé (en vain) d'obtenir d'Israël qu'il se retire des territoires occupés en 1967. Comme nous le savons, aujourd'hui, après toute cette série d'échecs, les efforts de la Maison-Blanche à cet effet se réduisent à un suintement de compte-gouttes.

Ces « *plans de paix* » (puisque c'est ainsi qu'on les avait baptisés) états-uniens n'auraient pas été mis en œuvre au bénéfice des Palestiniens, mais afin de pacifier la région, au profit des intérêts états-

uniens, régionaux et mondiaux, affectés négativement par la poursuite de l'occupation israélienne, telle que nous l'avons décrite plus haut. En vertu de ces « *plans* », les Palestiniens vivant en Cisjordanie se seraient vraisemblablement retrouvés, une nouvelle fois, sous souveraineté jordanienne, et les Palestiniens vivant dans la bande de Gaza – sous souveraineté égyptienne. Mis à part Camp David, dont Israël est ressorti grand gagnant, tous ces plans ont été voués à l'échec :

« *Mais qu'est-il donc arrivé à tous ces gentils plans ?* » a demandé de manière rhétorique le journaliste et pacifiste israélien Uri Avnery, avant de répondre lui-même : « *Les gouvernements israéliens (successifs) ont mobilisé le pouvoir collectif des juifs états-uniens – lesquels dominent le Congrès et les médias des États-Unis dans une large mesure – contre eux. Confrontés à cette opposition vigoureuse, tous les présidents – sans exception : les grands présidents et les présidents minables, qu'ils aient été footballeur ou star de Western – ont reculé, l'un après l'autre.* » [29]

L'origine de ce qualificatif - « *réjectionniste* » - mérite d'être connue. Chomsky l'a tiré de ce que les partisans d'Israël – dont Chomsky lui-même – qualifiaient, dans les années 1970 de « *front du refus* » palestinien. C'est le terme qu'ils utilisaient pour qualifier ces organisations de la résistance palestinienne, comme le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), le Front Démocratique pour la Libération de la Palestine (FDLP) et d'autres groupes moins nombreux, qui rejetaient l'existence d'Israël en tant qu'État juif et qui prônaient la création d'un État démocratique et laïque s'étendant sur toute la Palestine historique. On le sait, c'est là une position à laquelle Chomsky était – et demeure – fondamentalement opposé.

En 1975, Chomsky considérait que la possibilité d'« *un État démocratique unitaire et laïque sur le territoire de la Palestine mandataire... était un exercice de style futile. Il est curieux que cet objectif soit défendu sous une forme ou sous une autre par les plus extrêmes des antagonistes : l'OLP et les éléments expansionnistes en Israël. Mais les documents de la première (l'OLP) montrent que ce qu'elle a en tête, c'est un Etat arabe qui garantirait aux juifs leurs droits civiques, tandis que les déclarations des partisans d'un Grand Israël ne laissent que peu de doute sur le fait que leurs idées empruntent une voie parallèle à celles des premiers : il suffit de substituer « juifs » à « arabes ».* » [30]

Le combat des Palestiniens, en fait, n'est devenu légitime aux yeux de Chomsky qu'après que ceux-ci aient accepté l'exigence états-unis—Israélienne que l'OLP reconnaisse la légitimité d'Israël à l'intérieur de ses frontières de 1967. Le fait qu'il assimile le désir des Palestiniens de recouvrer leur patrie perdue au programme des colonisateurs israéliens les plus extrémistes en dit long, également. Un autre morceau du puzzle vient rejoindre sa place. Déjà, en 1974, il avait été extrêmement explicite :

« Les groupes palestiniens qui se sont renforcés ces dernières années arguent du fait que cette injustice pourrait être corrigée grâce à la création d'un État laïque et démocratique sur l'ensemble de la Palestine. Toutefois, ils reconnaissent franchement – de fait, ils y insistent, même – que cela requerrait l'élimination des « institutions politiques, militaires, sociales, syndicales et culturelles » d'Israël, ce qui nécessiterait une lutte armée, qui ne manquerait pas d'avoir pour effet... l'unification de tous les éléments de la société israélienne, pour s'opposer au combat armé visant ses institutions.

Même si, contrairement à la réalité des faits, les moyens proposés pouvaient réussir – je répète et je souligne « même si, contrairement à la réalité des faits » – ces moyens impliqueraient la destruction par la force d'une société unie, de son peuple et de ses institutions – ce qui est une conséquence intolérable pour l'opinion civilisée, qu'elle soit ou non de gauche. »

Apparemment, pour Chomsky, l'« *opinion civilisée* » excluait la totalité du monde arabe et la plus grande partie du tiers-monde, qui avaient représenté suffisamment de monde pour que l'Assemblée générale de l'Onu qualifie à une majorité écrasante le sionisme de forme de racisme, en 1975. Son « *opinion civilisée* » n'a pas non plus vu dans l'expulsion des Palestiniens « *une conséquence intolérable* » de la création d'Israël en tant qu'État juif...

Mais voilà que, dans un effort visant à le faire apparaître équitable, Chomsky établit une équivalence entre le rejet d'un État palestinien avec le rejet d'un État israélien juif, et qu'il déclare « *rejectionnistes* » les États-Unis, en se fondant sur le fait qu'ils n'ont pas préconisé la création d'un État palestinien en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Ceci lui permet d'ignorer l'objectif des États-Unis, à savoir : obtenir d'Israël qu'il se retire jusqu'à ses frontières d'avant 1967, de manière à

améliorer les relations des États-Unis avec la région du Moyen-Orient et à renforcer la stabilité de leurs approvisionnements pétroliers.

Non seulement Chomsky fait des États-Unis des « *rejectionnistes* » : de plus, il classe la résolution 242 dans la même catégorie. Tout en reconnaissant que cette résolution, adoptée cinq mois après la guerre de 1967, entendait restaurer le statu quo préexistant, « *il est important de garder présent à l'esprit le fait que la 242 est une résolution strictement rejectionniste – j'utilise ici ce terme dans son acception neutre, pour faire référence au rejet des droits nationaux de l'un ou de l'autre des groupes antagonistes dans l'ancienne Palestine, et non pas uniquement au rejet des seuls droits des juifs, qui est son usage raciste conventionnel.* » [31]

Le recours par Chomsky au terme « *raciste* » particulièrement provocateur ici, toutefois, sert à maquiller le fait que, du point de vue des Palestiniens, c'était Chomsky, qui était le rejectionniste. Au début des années 1970, le mouvement national palestinien n'appelait nullement à un État séparé en Cisjordanie et à Gaza. Il appelait bel et bien, en revanche, au retour sur les territoires dont 750 000 d'entre eux avaient été expulsés ou dont ils avaient dû s'enfuir, seulement une vingtaine d'années auparavant. Ce n'est pas avant que l'OLP n'ait laissé tomber sa revendication de ses droits nationaux dans la totalité de ce qui avait été la Palestine, en faveur d'une entité croupion au-delà de la Ligne verte (la frontière de 1967) que les droits nationaux des Palestiniens – ou plutôt, ce qu'il en restait – devinrent « *casher* » aux yeux de Chomsky.

Suite de cette étude :

Troisième et dernière partie « **Comment Chomsky a occulté l'influence du lobby pro-israélien sur la politique des États-Unis** »

Jeffrey Blankfort

Traduction
Marcel Charbonnier

[1] <http://www.mekong.net/cambodia/arch....> May 25, 1995...

[2] *ibid.*, May 27, 1995.

[3] *Fateful Triangle*, p. 17 ff...

- [4] « *cop on the beat* ».
- [5] *Pirates and Emperors*, p. 117.
- [6] *Fateful Triangle*, p. xii.
- [7] *Left Hook*, Feb, 4, 2004.
- [8] *The Fateful Triangle*, p.20.
- [9] *Ibid.*, p. 21 ; MEI, p. 176.
- [10] À une époque, il convient de le rappeler, où le principal fournisseur d'armes à Israël était... la France (et non les États-Unis !
- [11] *Ibid*, p.21, *Hegemony or Survival*, Henry Holt, New York, p. 264.
- [12] Camille Mansour, *Beyond Alliance : Israel and US Foreign Policy*, Columbia University, New York, 1994, p. 103-104.
- [13] *Ibid.*, p. 103-104.
- [14] Seth Tillman, *The United States and the Middle East*, Indiana Univ., Bloomington, 1982, pp. 52-53.
- [15] *Fateful Triangle*, p. 535.
- [16] A.F.K. Organski, *The \$36 Billion Bargain*, Columbia Univ., New York, 1990, p. 228.
- [17] Jim Lobe, « Chicken Hawks as Cheer Leaders », *Foreign Policy In Focus*, www.fpif.org, 2002.
- [18] Harry Kreisler, *US Foreign Policy and the Search for Peace in the Middle East : Ian Lustick in Conversation with Shibley Telhami*, Anwar Sadat Chair for Peace and Development, University of Maryland, College Park ; Nov. 8, 2001.
- [19] *Rome and its Belligerent Sparta*, www.bethlehemmedia.net/featu...
- [20] *Fateful Triangle*, p. xii ; *Middle East Illusions*, p. 177.
- [21] *Ibid.*, p. xiii.
- [22] Mansour, op. cit., p. 111.
- [23] *Pirates and Emperors*, op. cit.
- [24] Hersh, op.cit., p. 270.
- [25] Cheryl Rubenberg, *Israel and the American National Interest*, Univ. of Illinois. Urbana and Chicago, 1986, pp.6-7.
- [26] *Ibid.*, p. 330.
- [27] Tchuzpah : culot monstre, en hébreu.
- [28] *Middle East Illusions*, p. 229.
- [29] *Ha'aretz*, March 6, 1991.
- [30] *Towards a New Cold War*, Pantheon, New York, 1982, p. 231.

[31] *The New Intifada*, p. 10.

Voltairenet.org

Réseau Voltaire

POLÉMIQUE (TROISIÈME ET DERNIÈRE PARTIE)

Comment Chomsky a occulté l'influence du lobby pro-israélien sur la politique des États-Unis

par Jeffrey Blankfort

Dans cette dernière partie de son étude de l'œuvre de Noam Chomsky, Jeffrey Blankfort montre comment le maître a volontairement occulté le rôle de l'AIPAC. Ce puissant lobby mobilise la communauté juive états-unienne pour faire pression sur le Congrès et obtenir un soutien sans faille à Israël, souvent au détriment des intérêts nationaux états-unis.

RÉSEAU VOLTAIRE / SAN FRANCISCO (ÉTATS-UNIS) / 24 AOÛT 2006

عربي ENGLISH



Pour consulter la première partie de cette étude :
cliquez ici : « **Le contrôle des dégâts : Noam Chomsky et le conflit israélo-israélien** ». Pour la
seconde, cliquez ici : « **Contrairement aux théories de**

Chomsky, les États-Unis n'ont aucun intérêt à soutenir Israël ».

S'il est des constantes à Washington, ce sont bien l'ascendant de l'Aipac sur le Congrès et le pouvoir combiné des deux cités sur la Maison-Blanche, quand il est question du Moyen-Orient. Même si ce lobby et ses laquais du pouvoir législatif ne remportent pas absolument toutes les batailles, ils finissent par être victorieux dans toutes les guerres, comme en attestent les trois ex-présidents encore de ce monde Gerald Ford, Jimmy Carter et George Bush père, qui finirent grands perdants aux élections.

Fondée en 1959, d'année en année, cette organisation prend de l'ampleur et gagne en puissance. Basée à Washington, avec des bureaux dans l'ensemble des États-Unis, avec ses 85 000 membres gonflés à bloc, un personnel de 165 personnes et un budget annuel de 33,4 millions de dollars [1], l'Aipac est le pinacle d'un ensemble massif d'organisations sionistes et de Comités d'action politique [les PACs – Political Action Committees] partout dans le pays, allant du national au local, voués à la pérennisation du statut privilégié dont Israël jouit dans la capitale fédérale.

Israël ne se fait certes plus aucun souci à propos de la Maison-Blanche. Mais, par le passé, Ford, Carter et Bush père avaient publiquement défié les aspirations territoriales d'Israël et ils s'étaient mis ce lobby à dos à de nombreuses occasions. Ceci n'apparaît pratiquement pas dans les écrits de Chomsky. En lieu et place, celui-ci voudrait nous faire croire que ces présidents, comme leurs prédécesseurs, soutenaient la construction de colonies par Israël ainsi que les efforts de ce pays visant à intégrer les territoires au sien propre. Toutes les archives historiques apportent la preuve du contraire. Mais cela n'empêche nullement Chomsky d'écrire :

« Bien que les faits les plus importants soient absents des commentaires consensuels, et souvent ignorés ou déformés, y compris dans des publications de recherche, ils ne sont pas controversés. Ils fournissent la base indispensable pour toute compréhension sérieuse de ce qui est en train de se passer actuellement. » [2]

La plus grande partie de ce que Chomsky nous décrit comme ne faisant pas l'objet de controverse s'avère être controversé, et comment ! Particulièrement en ce qui concerne les relations entre Israël et la

Maison-Blanche. Le chercheur israélien respecté, militant des droits de l'homme, le regretté professeur Israël Shahak, avait fait observer que l'analyse de Chomsky souffre de

« sa tendance indéniable à diaboliser la présidence états-unienne, et l'exécutif états-unien de manière générale, tout en ignorant le pouvoir législatif ; mais aussi de sa tendance – très fâcheuse, à mon humble avis – à présumer que non seulement les principes, mais littéralement tout ce qui concernait l'impérialisme états-uniens, avait été exposé voici bien longtemps, en 1944, ou à peu près, et que, depuis lors, la politique, pour ainsi dire, cela se résumait à exécuter les instructions reçues d'un ordinateur... »

C'est là ignorer non seulement le facteur humain, aux États-Unis mêmes, mais aussi la nature complètement différente des ennemis et des victimes des États-Unis au cours des dernières décennies. Il ne saurait exister aucun doute, à mon avis, sur le fait que les politiques actuelles menées par les États-Unis sont complexes, même quand elles sont mauvaises et influencées, comme dans le cas de tous les autres pays, par de nombreux facteurs, dont font partie et l'Aipac et la connerie humaine (à laquelle Chomsky ne fait jamais la moindre allusion...) »

Enfin, citons ce paragraphe, particulièrement pénétrant :

« Mais de telles théories simplistes, fondées sur sa mémoire et sur sa capacité à sélectionner des exemples épars (remontant parfois très loin dans le passé, comme son exemple fétiche à propos d'Eisenhower, tout en ignorant tout de ce qui a bien pu se passer depuis 1967) sont susceptibles de séduire des jeunes en quête de certitudes, et aussi tous ceux qui ne veulent pas s'engager dans un véritable travail de recherche et qui trouvent un palliatif dans un étalage d'émotions indécent et futile ». [3]

Après avoir entendu de quelle manière Chomsky avait répondu à une question à l'issue d'un discours qu'il avait prononcé à Berkeley, au moment de la montée en charge de la première guerre du Golfe, j'avais écrit à Shahak. Une personne, dans l'assistance, voulait savoir ce que Chomsky pensait du rôle joué par l'Aipac dans cette guerre et ce qu'il pensait du lobby, de manière générale. Comme prévu, Chomsky s'était montré plein d'indulgence.

« Personnellement, je ne pense pas que l'Aipac ait joué un bien grand rôle dans tout ceci. De fait, j'ai l'impression – encore une fois, je m'exprime ici à titre personnel – qu'on exagère énormément le rôle du lobby israélien, de manière générale. C'est une question d'appréciation. Il ne s'agit pas simplement d'une question de faits, d'une question objective. A mon avis, si le lobby israélien a l'influence qui est la sienne, c'est dans une large mesure parce qu'il se trouve qu'il coïncide avec certains secteurs puissants du pouvoir américain, sur le plan intérieur. » [4]

Néanmoins, le commentaire de Chomsky mentionnait que *« l'Aipac (était) largement crédité d'avoir joué un rôle essentiel dans la conquête des votes requis au Sénat pour donner une majorité au Président Bush. En raison de l'extrême sensibilité [de l'opinion publique] pour cette question, l'Aipac était particulièrement désireuse de camoufler son rôle, afin d'éviter de fournir des preuves étayant l'accusation... selon laquelle la guerre du Golfe persique a[urait] été déclenchée à l'instigation des juifs, aux fins de protéger Israël » [5]* *« Pour déguiser ce rôle », a indiqué le journaliste Larry Cohler du Washington Jewish Week, « l'Aipac avait fait en sorte que des sénateurs juifs très en vue votent contre la guerre, tout en déployant un lobbying interne auprès de sénateurs non-juifs d'États à la faible population juive, afin de les inciter à voter cette guerre... Le fait que Saddam Hussein n'ait pas été évincé du pouvoir à l'époque avait suscité des critiques très acerbes des néocons juifs de premier rang, ainsi que (sur un registre plus modéré) de l'Aipac. Durant toute la présidence Clinton, ils allaient faire plus pressantes leurs exigences d'un changement de régime en Irak et, sous Bush Junior, ils furent en mesure d'obtenir que cette mission soit menée à bien [6] ».*

L'aspect le plus troublant, dans la réponse de Chomsky était toutefois sa minimisation du rôle du lobby pro-israélien. Étant donné que la plupart des observateurs politiques considèrent que les élus politiques, virtuellement à tous les niveaux, représentent à un degré ou à un autre les principaux financeurs de leurs campagnes électorales (semblables en cela aux avocats d'affaires représentant des grandes entreprises) – qui plus est, l'Aipac est un champion incontesté dans ce domaine – la réponse de Chomsky était, dans le meilleur des cas, malhonnête.

De manière prédictible, il s'attira les applaudissements nourris des partisans d'Israël, trop heureux d'avoir obtenu que le distingué chercheur absolve les organisations juives états-uniennes de toute responsabilité dans ce que leurs coreligionnaires étaient en train de faire subir aux Palestiniens ou encore dans les activités de ce lobby en soutien à la première guerre contre l'Irak. Je décidai de faire part de mes impressions au professeur Shahak. Voici sa réponse, très franche :

« Comme vous, actuellement, j'ai eu, moi aussi, les mêmes divergences de vue, par le passé – en plus grave, toutefois – avec Chomsky, qui est un ami personnel depuis pas mal de temps, au sujet de l'Aipac et de l'influence du lobby juif de manière générale. De surcroît, un certain nombre de nos amis communs ont essayé, eux aussi, de le faire changer d'avis, en vain, sur cette question.

Je crains qu'en dépit de toutes ses merveilleuses qualités et du travail considérable qui est le sien, Chomsky ne soit en réalité tout à fait dogmatique sur pas mal de points. Je ne doute pas un seul instant que son erreur rédhibitoire au sujet du « peu de poids » de l'Aipac – erreur qu'il réitère très souvent – a pour effet d'aider considérablement les sionistes, comme vous l'avez vous-même montré d'une manière particulièrement saisissante. » [7]

Au moins, je découvrais que je n'étais pas seul, dans mon jugement sur Chomsky. Sa position a été du pain béni pour l'Aipac, et elle a énormément bénéficié à la position d'Israël aux États-Unis. De fait, comme je l'ai indiqué plus haut, Chomsky n'a jamais daigné désigner par son nom l'organisation en question dans l'un quelconque des ouvrages (pourtant nombreux) qu'il a consacrés au Moyen-Orient. En détournant les militants de la confrontation avec les politiciens libéraux que ce lobby tient sous son contrôle et en blâmant le locataire de la Maison-Blanche au sujet des agissements d'Israël, Chomsky s'est indubitablement chargé du « *contrôle des dégâts* » de l'Aipac, à sa place et à son profit...

Le regretté professeur Edward Saïd – un autre de mes amis, admirateur de Chomsky – n'a d'ailleurs pas mâché ses mots, à ce sujet. Dans sa contribution à l'ouvrage collectif *The New Intifada*, à juste titre intitulée « *America's Last Taboo* » [Le dernier tabou de l'Amérique], il écrivait :

« Qu'est-ce qui explique la situation présente ? La réponse se

trouve dans l'influence des organisations sionistes sur la politique états-unienne, dont le rôle, tout au long du « processus » dit « de paix » n'a jamais été suffisamment étudié. C'est là une négligence absolument stupéfiante, quand on sait que la politique de l'OLP a consisté essentiellement à remettre notre sort, en tant que peuple [Edward Saïd était Palestinien, ndt] entre les mains des États-Unis, sans avoir la conscience minimale de la manière dont la politique états-unienne est dominée par une infime minorité de gens dont les opinions sur le Moyen-Orient sont, à bien des égards, encore plus extrémistes que celles du Likoud lui-même ! » [8]

Et, au sujet de l'Aipac, Saïd, toujours :

« L'Aipac [American Israel Public Affairs Committee] est, depuis des années, le lobby le plus puissant, dans l'absolu, aux États-Unis. Pouvant compter sur une population juive bien organisée, bien introduite, fortement visible et opulente, l'Aipac inspire crainte et respect d'une extrémité à l'autre du spectre politique états-unien. Qui serait prêt à tenir tête à ce Moloch pour défendre des Palestiniens qui n'ont absolument rien à offrir en échange, alors même que l'Aipac est en mesure de briser votre carrière professionnelle simplement en refermant son carnet de chèques ? Par le passé, un ou deux membres du Congrès lui ont effectivement résisté ouvertement. Mais plusieurs Comités d'action politique chapeautés par l'Aipac ont veillé à ce qu'ils ne soient jamais réélus... Si telle est la situation au sein du pouvoir législatif, je vous laisse deviner ce qu'il en est, dans l'exécutif ! » [9]

Pour ceux qui obtempèrent au lobby pro-israélien, le carnet de chèques est ouvert en permanence. Ainsi, en 2002, l'Israélo-États-unien Chaim Saban faisait un don de 12,3 millions de dollars au Parti démocrate, sans que personne, pratiquement, ne le remarque. Comparez ce qui précède au tollé médiatique soulevé par le don de la société pétrolière Exxon, d'un montant de 10 millions de dollars, au Parti républicain, qui plus est sur une période de six années ! De plus, selon le site ouèbe de la revue *Mother Jones*, près de cent vingt (sur les deux cents cinquante) plus gros donateurs des élections de l'an 2000 étaient juifs. A Washington, on évoque d'ailleurs un lobby israélien de l'argent...

Le Professeur Juan Cole, de l'Université du Michigan, a tiré la sonnette d'alarme au sujet de l'Aipac, avec une égale vigueur, relevant

une information donnée par la chaîne télévisée CNN, selon laquelle l'Aipac « *tient annuellement deux mille rencontres avec des sénateurs et des membres du Congrès des États-Unis, ce qui aboutit à l'adoption, en moyenne, d'une centaine de textes de loi, chaque année !* » Plus loin, il écrit :

« *Certains lecteurs ont suggéré l'idée que j'aurais exagéré l'ascendant de l'Aipac sur le Congrès. Mais je connais personnellement des sénateurs et des représentants qui ont peur de parler des affaires israéliennes en raison de la réputation non surfaite qu'a l'Aipac de cibler les parlementaires audacieux, afin de leur faire perdre les élections. C'est là d'ailleurs quelque chose d'aisément vérifiable. Examinez le journal officiel des débats au Congrès. A-t-on jamais vu, dans cette assemblée, un seul discours critiquant la politique israélienne, prononcé par un sénateur ou un représentant qui aurait remporté les élections suivantes ? Et examinez les débats de n'importe quel parlement, où que ce soit dans le monde : des critiques de cette nature sont formulées absolument partout, sauf aux États-Unis ! Le Congrès états-unien est tenu en otage par une organisation de lobbying monomaniaque qui, le plus souvent, fait passer les intérêts d'Israël avant ceux des États-Unis...* » [10]

Vingt ans auparavant – soit bien avant l'émergence du facteur chrétien sioniste – Seth Tillman faisait déjà observer que

« *Les présidents états-uniens ont toujours cherché à éviter la confrontation directe avec Israël ou avec ses partenaires acharnés aux États-Unis, à cause de la terrible controverse intérieure qu'un tel affrontement n'aurait pas manqué d'engendrer, à cause du capital politique exorbitant qu'il aurait fallu dépenser dans une telle bataille, au détriment des autres objectifs, tant intérieurs qu'extérieurs, d'une administration états-unienne donnée et à cause, enfin, de l'incertitude qu'un président donné finirait par l'emporter, dans un tel duel intérieur, quand bien même recourrait-il à tous les pouvoirs que lui confère sa fonction de président, dans les domaines politiques et pédagogiques...* » [11]

À la différence d'autres lobbies nationaux, l'Aipac n'a pas de rivaux potentiellement dangereux pour lui : les organisations arabo-états-unienne de Washington – l'American-Arab Anti-Discrimination Committee (ADC) et l'Arab-American Institute (ADI) – étant toutes

deux à la fois trop petites et trop timides pour faire face ne serait-ce qu'à leur propre ombre... Ce qui confère au lobby pro-israélien sa force légendaire, en sus de ses grandes compétences organisationnelles, c'est le fait que ses membres sont intimement liés à des organisations, à des fédérations et à des conseils de relations publiques juifs dans l'ensemble des États-Unis, ainsi qu'aux responsables des principaux syndicats et enfin, depuis quelques années, au mouvement chrétien évangélique, qui prend de l'ampleur et apporte à Israël un soutien sans précédent historique dans des circonscriptions généralement tenues par des Républicains de droite. Il est remarquable qu'il ait fallu attendre que les chrétiens sionistes soient entrés en lice pour que Chomsky et ses acolytes, en particulier les professeurs Stephen Zune et Joel Beinin, ainsi que Phyllis Bennis, de l'Institut des études (des politiques) publiques, commençassent à parler de ce « *lobby* », en suggérant l'idée que les évangéliques en auraient représenté, dès lors, la composante la plus puissante. Le sous-titrage (ou le décodage) aurait été que ces chrétiens sionistes étaient particulièrement bienvenus, puisqu'ils détournaient l'attention de l'opinion publique loin de l'Aipac...

Les seuls à mener un combat héroïque contre l'Aipac furent les membres du Conseil de l'Intérêt National [CNI : Council for National Interest], composé d'anciens diplomates du département d'Etat et des ambassades, ayant une expérience du Moyen-Orient, d'ex-membres du Congrès, tel Paul Findley et Pete McCloskey, dont les critiques d'Israël et le soutien des droits des Palestiniens eurent pour conséquence qu'ils furent pris dans le collimateur de l'Aipac, qui bien sûr s'employa à leur faire perdre les élections... Les anciens hauts fonctionnaires sont dédaigneusement qualifiés d'« *arabisants* » par les partisans d'Israël et les amis de ce pays dans les médias, comme pour inférer l'idée que leur expérience vécue au Moyen-Orient aurait en quelque sorte gravement compromis leur patriotisme ! Dans la pratique, ce terme a fini par devenir un euphémisme utilisé en lieu et place d'« *antisémitisme* ». Mais, à l'occasion, leurs détracteurs juifs ne se soucient même plus de recourir à l'euphémisme !

La position du CNI consiste tout simplement à dire que le soutien prodigué par Washington à la politique israélienne d'occupation et d'expansion ne sert pas les intérêts des États-Unis...

Les effets d'une accusation d'« *antisémitisme* » sont à nuls autres

pareils. Etre ainsi stigmatisé a amené des personnages publics aussi divers et puissants que le révérend Billy Graham ou l'acteur Marlon Brando à présenter leurs plates excuses, à genoux et les larmes aux yeux.

Les associations palestiniennes aux États-Unis optent pour la solution de facilité : elles marchent dans les brisées de Chomsky... Malheureusement, elles le font avec tellement de zèle que la question de l'Aipac et du lobby pro-israélien n'est jamais évoquée ni a fortiori débattue lors des conférences qu'elles organisent. C'est dû, aussi, en partie à leur affiliation à diverses organisations politiques dirigées par des juifs antisionistes autoproclamés, lesquels, redoutant eux-mêmes par-dessus tout de provoquer de l'antisémitisme, préfèrent rejeter tous les torts sur l'« *impérialisme américain* » : une cible certes lointaine, mais, on le reconnaîtra volontiers, tellement moins dangereuse !

Aucun événement ne fournit une compréhension aussi profonde du pouvoir de l'Aipac que la bataille perdue par le président Gerald Ford face à Israël et à son lobby, en 1975, qui est l'un des principaux faits marquants dans l'histoire des relations états-uno—Israéliennes. En 1982, Chomsky ne lui consacrait que trois lignes. Et plus un seul mot, depuis lors [12].

Cette confrontation impliqua Ford et le secrétaire d'État Henry Kissinger, d'un côté, et Israël et l'Aipac de l'autre. Voici le récit qu'en fit Seth Tillman :

« Parmi les nombreux trophées de victoire remportés [par le lobby pro-israélien] sur l'arène du pouvoir législatif, un des plus remarquables et importants quant à ses conséquences fut la « lettre des cinquante-six » adressée au président Ford par un certain nombre de sénateurs, le 21 mai 1975. À la suite de l'effondrement, en mars, de la première tournée de « diplomatie des petits pas » du secrétaire d'État Kissinger préparant un deuxième accord de désengagement du Sinaï [faisant suite à la guerre d'octobre 1973], c'est un secrétaire d'État en colère et frustré qui annonça une « réévaluation » de la politique états-unienne au Moyen-Orient : l'Administration Ford ajournerait la livraison de certaines armes à Israël et suspendrait des négociations en vue d'une assistance financière et militaire en suspens, comportant notamment le nouvel avion de chasse F-15.

Durant la réévaluation de cette politique, la plupart des experts, appartenant au sérail gouvernemental, ainsi que d'autres, recrutés à l'extérieur, parvenaient à un quasi-consensus en faveur de l'appel des États-Unis à un règlement fondé sur le retrait d'Israël jusqu'à ses frontières de 1967 (avec des modifications marginales), couplé à de fortes garanties pour la sécurité israélienne... Les conseillers de Kissinger envisageaient un appel lancé au peuple états-unien par le président Ford, et télévisé dans tous les États-Unis, déclinant les sujets fondamentaux relevant des intérêts nationaux états-uniens au Moyen-Orient, puis justifiant le retrait israélien, sur ces bases, en échange de garanties. » [13]

L'administration ayant jeté le gant, l'Aipac entra en action. Après trois semaines d'un intense lobbying, 76 sénateurs signaient une lettre adressée à Ford réaffirmant le rôle de barrière (face à l'influence soviétique au Moyen-Orient) propre à Israël et avertissant

« que priver Israël de certains équipements militaires équivaldrait à donner un satisfecit dangereux et décourageant pour Israël à ses voisins, qui ne pourrait que les encourager à recourir à la force. Dans les prochaines semaines, le Congrès attendra vos demandes d'aide étrangère au titre de l'exercice fiscal 1976. Nous sommes persuadés que vos recommandations répondront aux besoins les plus urgents d'Israël, tant militaires qu'économiques. Nous vous exhortons à dire clairement, comme nous le faisons, que les États-Unis, agissant au nom de leurs propres intérêts nationaux, se tiennent fermement aux côtés d'Israël dans la recherche de la paix grâce à de futures négociations et que ce préalable constitue la base de la réévaluation actuelle de la politique des États-Unis au Moyen-Orient. » [14]

Ceci mit effectivement un terme au projet de « réévaluation » du gouvernement, lequel projet, couplé avec le pardon qu'il accorda à Nixon, eut raison des espoirs de réélection de Ford, en 1976.

« Tout document », observa Stephen Spiegel (de l'Université Californienne de Los Angeles) « portant à la fois les signatures de sénateurs aussi disparates que Teddy Kennedy et Barry Goldwater, Frank Church et Paul Laxalt, Walter Mondale et Strom Thurmond, ne pouvait qu'être une motion de défiance pour la diplomatie moyen-orientale de l'administration états-unienne. » [15] La prise de conscience du fait que l'Aipac était capable d'obtenir qu'un groupe

aussi disparate de sénateurs signent une lettre à tout instant n'échappa pas aux futurs présidents états-uniens. Mais, comme nous le verrons, c'est néanmoins encore une fois la sous-estimation de la puissance du lobby pro-israélien qui allait aboutir à l'éjection du tandem Bush / James Baker, quinze ans plus tard. (C'est toujours le cas aujourd'hui. Seuls les noms ont changé. Il n'existe aucune autre question capable de faire que des Démocrates libéraux et des Républicains les plus à droite qui soient s'étreignent mutuellement et cela, grâce aux efforts signalés de Chomsky, qui s'en tire en n'ayant aucun prix à payer pour les pots cassés.)

Évaluant l' « *Impact du Congrès sur la politique des États-Unis vis-à-vis d'Israël* » (une étude exhaustive de cette question, portant sur cette même période), son auteur, Marvin Feuerwerker, concluait ainsi :

« Le Congrès a joué un rôle clé dans la définition du cours des relations états-uno-israélienne durant la période 1969-1976... Par moment, le Congrès semblait vouloir exercer son autorité en bloquant des mesures envisagées par l'Administration [= l'exécutif, ndt], mais le Congrès considérait alors que cela aurait pour effet de mettre en danger la sécurité d'Israël. Ce volontarisme a contribué à maintenir la politique des États-Unis à l'intérieur de certaines limites pro-israéliennes... [référence à la lettre des sénateurs à Ford] et il a contraint la branche exécutive à abandonner l'option consistant à imposer un règlement au Moyen-Orient qu'Israël considérait comme potentiellement dommageable pour sa sécurité. De même, les activités du Congrès et du groupe de pression Aipac, en réponse au plan Rogers de 1969 'garantit virtuellement qu'aucune initiative pro-arabe ne puisse être envisagée, à l'avenir' par l'administration Nixon. » [16]

Si l'ignorance délibérée de Chomsky pour la bataille perdue par l'administration Bush père face à l'Aipac est inexcusable, il en va de même pour sa narration révisionniste des relations entre George Bush père et Israël. Quand bien même une évaluation générale de la carrière politique de celui-ci aurait dû l'amener dans le box des accusés en qualité de criminel de guerre, sa confrontation avec le lobby pro-israélien a été un des rares points positifs, aux yeux des opposants à l'alliance quasi fusionnelle entre les États-Unis et Israël. Mais cette opposition courageuse lui a sans doute coûté sa réélection...

Bien qu'il soit généralement admis, tant en Israël qu'au sein de la communauté juive états-unienne, que l'administration Bush père fut la plus inamicale envers Israël depuis la création de ce pays, Chomsky, d'une manière tout à fait incroyable, soutient le contraire :

« *Il existe une illusion* », écrit-il, « *consistant à croire que la première administration Bush aurait adopté une position très ferme face à Israël. C'est plutôt le contraire qui est vrai...* » Chomsky se fonde, pour affirmer ceci, sur la « *position officielle de l'administration en décembre 1989 (plan Baker), qui reprenait sans aucune restriction le plan proposé en mai 1989 par le gouvernement israélien de coalition Peres - Shamir, lequel déclarait qu'il ne saurait exister d'État palestinien, ni y avoir un quelconque changement dans le statu quo des territoires occupés, ni de négociation avec l'OLP* ». [17]

Chomsky s'est plaint de ce que cette information ait été mal rapportée par la presse, car ce qu'on y lit, c'est que « *Baker aurait fortement réitéré le soutien des États-Unis à 'un retrait total des Territoires, en échange de relations pacifiques', alors qu'il accordait en douce un soutien décisif à des programmes visant à faire en sorte que rien de tel ne se produise.* » Non seulement les archives historiques ne corroborent pas l'avis de Chomsky, mais il s'agit là d'un énième de ces exemples typiques où Chomsky « *examine une poignée de témoignages, jusqu'à ce qu'il en trouve un qui colle avec son idée prédéterminée de la vérité telle qu'il voudrait qu'elle soit... Il collecte de manière sélective des « preuves » qui confirment sa théorie et tout le reste, il l'ignore...* » Dans le cas d'espèce, ce « *reste* » était massif, et provenait en grande partie de l'ancien ministre israélien des Affaires étrangères, Moshe Arens, dont le livre *Alliance Brisée [Broken Covenant]* consistait en une réfutation brutale de la manière dont l'administration Bush osait traiter Israël.

En tant que vice-président de Ronald Reagan, Bush (père) avait déjà trahi son animosité envers Israël lorsqu'il avait (vainement) exhorté le président à prendre des sanctions envers Israël, après que celui-ci eut détruit le réacteur nucléaire irakien Osirak, en 1981. Au mois de juin suivant, il n'eut pas plus de succès, lorsqu'il en appela une énième fois à des sanctions, après l'invasion du Liban : il fut mis en minorité par Reagan et le secrétaire d'État Alexander Haig. [18]

Arens écrit, à propos de sa première rencontre avec le Président

Bush, nouvellement élu, à Washington : « *Le président a soulevé la question des colonies israéliennes dans les territoires, ne laissant subsister aucun doute quant à son désaccord formel quant à toute activité de colonisation.* » [19] Plus tard, ses conversations avec Baker amenaient Arens à conclure que :

« *Le « nouvel ordre mondial » dont parlait le département d'État était un monde dans lequel l'Administration Bush avait décidé d'assumer une posture de confrontation avec Israël, son allié et ami de longue date... Le « règlement définitif » que prônait cette Administration consistait essentiellement en un retour d'Israël aux frontières existant avant juin 1967.* » [20]

On le voit : il était grand temps d'appeler le lobby à la rescousse...

« *L'Administration Bush allait devoir apprendre (à ses dépens) qu'Israël ne saurait ni être houspillé, ni rabroué. Il était clair, pour moi, que la seule contrainte inhérente à la tactique de l'administration Bush vis-à-vis d'Israël résidait dans la politique intérieure... Si Bush et Baker devaient se rendre compte que leurs tactiques directives vis-à-vis d'Israël suscitaient une opposition importante de l'opinion publique, alors il était vraisemblable qu'ils finiraient par renoncer, d'autant plus que les élections approchaient...*

Je pris conscience que nous allions être contraints à renforcer le soutien à Israël au Congrès et dans l'opinion publique états-unienne... Je consacrai la journée du lendemain, sur la Colline du Capitole, à des rencontres avec les commissions parlementaires du Congrès ainsi qu'avec des sénateurs et des représentants, individuellement... » [21]

La visite d'Arens et l'action de l'Aipac allaient donner leurs fruits lorsque, inopinément, Baker leur décocha une pique. S'exprimant devant sa convention à Washington, en mai 1990 (c'est-à-dire durant la deuxième année de l'Administration Bush), il dit aux lobbyistes assemblés et à leurs hôtes du Congrès que

« *pour Israël, le temps est venu de laisser de côté, une bonne fois pour toutes, la vision irréaliste du Grand Israël. Les intérêts d'Israël en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, sa sécurité, notamment, pourront être assurés dans le cadre d'un règlement basé sur la Résolution 242 : arrêt de l'annexion ; arrêt des activités de*

colonisation ; autorisation de réouverture des écoles ; main tendue vers les voisins palestiniens, qui méritent de jouir de leurs droits politiques. » [22]

Baker, vieux renard de la Colline du Capitole, aurait dû savoir ce qui allait inévitablement se passer. Voici la description qu'en fait Arens :

« Début juin, au cours d'un étalage extraordinaire de soutien pour Israël et de reconnaissance publique qu'il y avait eu un virage à cent quatre-vingt degrés dans la politique officielle des États-Unis vis-à-vis d'Israël, quatre-vingt-quatorze sénateur (sur cent) signèrent une lettre adressée au secrétaire d'Etat, demandant que l'Administration avalise « fortement et publiquement » l'initiative (dite) de paix Peres - Shamir.

« Les propositions faites par Israël », disait cette lettre, « n'ont pas toujours reçu la considération qu'elles méritent de la part de tierces parties au conflit, ni par la communauté internationale de manière générale. Afin d'éviter que cela ne se reproduise à nouveau, les États-Unis doivent montrer leur soutien total, tant dans les faits que dans les apparences »,

après quoi, c'est un Arens triomphant qui concluait :

« Le message adressé à l'Administration était extrêmement clair. Il en allait de même en ce qui concerne le désaveu implicite. On m'a rapporté que Baker fut réellement stupéfait de la teneur de cette lettre, et aussi du fait que quatre-vingt-quatorze sénateurs l'aient signée. » [23]

Depuis des années, le Congrès a constamment accordé des financements exceptionnels à Israël, le petit doigt sur la couture du pantalon, alors même que l'argent manquait pour financer des programmes d'action essentiels, sur le plan intérieur. Ce fut notamment le cas en 2002, année où le Sénat, après avoir rejeté un projet de loi qui aurait accordé 150 millions de dollars aux écoles du centre de New York ayant souffert des attentats du 11 septembre 2001, ajouta immédiatement 200 millions de dollars de financement à Israël, au titre de la Loi sur la Sécurité intérieure : on aurait dit que c'était Israël qui avait été pris pour cible, le jour des attentats, et non pas New York, ni Washington...

La même chose s'était produite en 1991, six villes états-uniennes sur

dix étant en déficit et plusieurs États n'étant plus en mesure d'assurer les salaires de leurs fonctionnaires. En mars de cette année-là, passant outre les objections de l'administration Bush, la Chambre des Représentants vota (par 397 voix contre 24) l'octroi à Israël de 650 millions de dollars cash, dans le cadre de la loi de financement d'urgence de la guerre du Golfe. Bush avait menacé publiquement d'opposer son veto. Mais il avait reculé, s'étant rendu compte qu'il n'obtiendrait pas la majorité requise...

En septembre 1991, une fois la guerre terminée, l'Administration Bush fit vivre à l'Aipac sa plus grande angoisse depuis sa bataille contre le président Ford. Au beau milieu des efforts visant à assembler le casting de ce qui allait devenir la « *conférence de paix* » de Madrid, au grand dam du Premier ministre israélien Yitzhak Shamir, Israël fit une énorme surprise au président états-unien : une demande inopinée de 10 milliards de dollars, en prêt garanti par le gouvernement états-unien, sur une période de cinq ans...

Bien entendu, le Congrès était prêt, encore une fois, à sauter à travers les cerceaux de dompteur que lui tendait Israël, en dépit de l'opposition du président Bush. Courroucé par l'exigence israélienne et craignant sans doute que l'approbation de ces prêts garantis ne permette à Israël de se retirer de la conférence tout en suscitant l'ire des invités arabes, Bush demanda à Shamir d'ajourner à quatre mois le dépôt de sa demande de prêt garanti, et il conditionna tout éventuel accord au gel des colonies israéliennes.

Arens a rappelé que lorsque Bush a fait savoir qu'il allait exiger un délai, « *le sénateur Daniel Inouye (démocrate, Idaho) tint des propos absolument sans équivoque : « J'enfile ma yarmulka : nous allons à la guerre !* » (Ce n'est sans doute pas un pur effet du hasard si son premier emploi rémunéré, après sa démobilisation à la fin de la Seconde Guerre mondiale, avait consisté à vendre... des Bons de l'État d'Israël !).

Shamir refusa tout net, car il savait qu'il l'emporterait sur Bush, si le contentieux venait à être porté devant le Congrès. Le 12 septembre, conscient du fait que l'Aipac s'était assuré suffisamment de votes, aux deux chambres, pour que les prêts garantis soient approuvés et tout veto présidentiel repoussé, et prenant bonne note du fait que « *plus d'un millier de juifs états-uniens, représentant plusieurs associations et mobilisés par l'Aipac, s'étaient donné rendez-vous sur la Colline*

du Capitole afin d'exprimer leur soutien à la mise en œuvre rapide des prêts » [24], Bush eut une réaction inhabituelle : il convoqua une conférence de presse. Ce qui se passa alors a été décrit de manière saisissante dans l'hebdomadaire *Washington Jewish Week* [25] :

« *Barbara Mikulski, sénatrice du Maryland, chouchou depuis longtemps des démocrates de gauche, et qui venait de promettre son vote en faveur de l'octroi du prêt à un groupe de lobbyistes juifs, faisait une intervention, quand elle fut interrompue par un employé qui lui tendit un petit morceau de papier.* ». « *Soudain, elle eut le visage défait* », écrivit le reporter du *Washington Jewish Week*. « *J'apprends que le président vient de déclarer qu'il s'opposerait à un prêt garanti de cent vingt jours au nom du peuple états-unien* », déclara-t-elle. « *Le peuple états-unien !* » ; imaginez un peu... : les États-Uniens étaient bien les derniers de ceux que l'Aipac et le Congrès voulaient voir pris en compte dans leurs délibérations !...

Comme le dit Arens :

« *Bush convoqua en toute hâte une conférence de presse, et il lança un appel télévisé absolument extraordinaire au peuple états-unien. Visiblement en colère, tapant du pied sur l'estrade, il martela que l'insistance d'Israël sur les garanties menaçait non seulement la conférence annoncée [Madrid], mais la paix elle-même.* « *Un débat (à ce sujet) risque fort de détruire notre capacité à réunir les parties à la table de la paix... Si nécessaire, j'utiliserai mon pouvoir de veto afin d'empêcher cela d'arriver...* ». »

Puis le président visa directement le lobby pro-israélien : « *Nous sommes en butte à des forces politiques puissantes... à des groupes très puissants et efficaces qui exercent leur influence jusque sur la colline du Capitole* », dit-il. « *Nous n'avons pincé qu'un petit gars isolé, ici, en train de faire ça... mais je vais me battre pour mes idées. Cela devrait pouvoir être populaire, politiquement. Mais sans doute cela ne l'est pas... La question n'est pas de savoir si cela est bon pour la politique de 1992. Ce qui est important, en la matière, c'est que nous donnions une chance au processus de paix. Et même si je n'obtiens qu'une seule voix, peu m'importe... Je suis persuadé que le peuple états-unien sera à mes côtés.* » Puis, élevant la voix, le président dit :

« *... Voici seulement quelques mois, des États-Uniens portant*

l'uniforme, hommes et femmes, ont risqué leur vie pour défendre les Israéliens en face des missiles Scuds tirés par les Irakiens et, de fait, la campagne Tempête dans le Désert, tout en remportant une guerre contre l'agression, a également abouti à la défaite du plus dangereux ennemi d'Israël. » Il ajouta aussi que, durant l'année fiscale en cours, « en dépit de nos propres préoccupations économiques, les États-Unis ont fourni à Israël plus de 4 milliards de dollars d'aide, soit près de cent mille dollars pour chaque Israélien, homme, femme ou enfant. » [26]

Jamais un président états-unien ne s'était-il adressé à son peuple avec une telle franchise, et personne ne l'a refait depuis. Des sondages effectués par la suite indiquèrent que les États-Uniens soutenaient Bush à trois contre un et que la moitié des répondants étaient opposés à la fourniture à Israël d'une quelconque assistance économique. Deux semaines plus tard, un sondage NBC News / Wall Street Journal montra que si de 58 à 32 % des électeurs états-uniens étaient favorables à l'octroi d'aides à l'URSS et de 55 % à 22 % étaient favorables à des aides à la Pologne, les électeurs opposés à tout soutien économique à Israël étaient entre 46 et 44 %. De plus, 34 % voyaient dans Israël le principal obstacle à la paix dans la région, tandis que les électeurs n'étaient que 33 % à penser cela des pays arabes. [27]

S'il y eut jamais une « *fenêtre d'opportunité* » pour les militants de la cause palestinienne, ce fut bien à ce moment-là. Mais Chomsky allait la refermer avec beaucoup d'efficacité. Écrivant plusieurs mois après l'appel de Bush, il se montra narquois, au mieux naïf, et il se garda bien de mentionner les sondages :

« Au moment de la confrontation entre les États-Unis et Israël, il a suffi que le président fronce les sourcils pour que le lobby israélien s'effondre, tandis que les principaux journaux qui déviaient rarement de la ligne du Parti israélien commençaient à faire la queue pour publier des articles critiquant les pratiques israéliennes et laissant entendre que leur soutien à Israël n'avait rien d'automatique... Cela non plus n'avait rien pour nous surprendre. Les groupes de pression internes tendent (généralement) à être inopérants à moins qu'ils ne s'alignent sur des éléments significatifs du pouvoir économique-étatique, ou tant qu'ils n'ont pas atteint une taille critique et une intensité qui commandent des gestes visant à les apaiser. Quand l'Aipac plaide pour des politiques que l'exécutif et des secteurs

majeurs du monde états-unien des affaires entendent mener à bien, alors il est influent. Mais dès lors qu'il s'oppose au pouvoir réel, largement consensuel, ce lobby a tendance à s'effacer très rapidement. » [28]

La minimisation à laquelle procède Chomsky de la position de Bush, qu'il qualifie de « *froncement de sourcils* », a été avalisée avec des hochements de tête approbateurs par les dauphins domestiqués du mouvement [de solidarité]. Aux dires de Chomsky, l'Aipac serait devenu en quelque sorte un « *tigre de papier* » et ce sentiment traversa très vite tous les États-Unis, étant réitérés par le professeur Joel Beinin, de Stanford. Toutefois, ce que la conférence de presse de Bush rendit très clair, c'était l'immense pouvoir exercé par l'Aipac sur le Congrès des États-Unis, à un point tel que celui-ci est prêt à placer les exigences d'Israël – un pays étranger – au-dessus des desiderata d'un président états-unien.

Cela contraignit Bush, après une semaine, sous pression, à prendre des mesures de toute évidence désespérées et sans aucun précédent. Tout en tenant bon, provisoirement, malgré les pressions, il lui fallut moins d'une semaine pour qu'il écrive à la Conférence des Présidents des Grandes Organisations Juives états-uniennes, une large fédération exerçant le lobbying auprès de la Maison-Blanche (et comportant l'Aipac dans ses rangs), exprimant son désarroi devant le constat que certaines de ses remarques aient pu « *causer de l'appréhension au sein de la communauté juive... Mes allusions à du lobbying et à de puissantes forces politiques n'entendaient absolument pas être péjoratives, en tout état de cause...* » [29]

La réaction de Chomsky à cette série d'événements et sa décision de les effacer de sa version de l'Histoire révèlent bien de quel côté il se situe, dans le conflit israélo-palestinien, quand il est sommé d'effectuer un choix. Plutôt que d'exhorter les militants à profiter de l'énorme fissure ouverte par l'appel dramatique de Bush entre Israël et le peuple états-unien et de suggérer (sinon d'appeler à) une campagne exigeant l'arrêt de toute aide à Israël, Chomsky se chargea du « *contrôle des dégâts* » pour l'Aipac. Si l'on doit blâmer le mouvement de solidarité pour n'avoir pas saisi l'occasion et pour ne pas avoir agi, malgré les sondages que nous avons vus plus haut, l'influence qu'exerçait Chomsky sur son action fut à l'époque écrasante, et elle l'est encore aujourd'hui.

Bien entendu, l'Aipac n'allait pas plier sa tente et lever le camp comme ça... Au lendemain de la conférence de presse présidentielle, Tom Dine, directeur exécutif du lobby pro-israélien, déclarait : « *Le 12 septembre est un jour qui restera, à la postérité, comme un jour d'infamie* », après quoi il déclara la guerre au président. Au vu des sondages, tant Israël que l'Aipac étaient d'avis qu'il serait contre-productif de défier le président au Congrès, mais qu'ils attendraient les cent vingt jours. Durant cette période d'attente, on put déceler une augmentation considérable, dans les médias, d'articles critiquant la manière qu'avait Bush d'exercer la présidence, tout particulièrement en matière économique. Les élections de novembre étant en vue, et Yitzhak Rabin ayant succédé à Shamir au poste de Premier ministre en Israël, Bush accepta de garantir les prêts, avec la réserve que les sommes dépensées par Israël dans les territoires occupés soient défalquées du montant total de l'aide. Mais cela ne tira nullement Bush d'affaire. Arens résuma la situation ainsi :

« Bush échoua dans sa tentative d'obtenir un second mandat. Les tentatives répétées déployées par son administration d'interférer dans la politique intérieure israélienne étaient absolument sans précédent dans toute l'histoire des relations entre les États-Unis et Israël... Bien que, durant les mois consécutifs à la défaite du Likoud, Bush ait donné à Rabin tout ce qu'il refusait d'accorder à Shamir, y compris les fameux prêts garantis, il n'est pas parvenu à dissiper l'impression selon laquelle son administration aurait été hostile à Israël. Bill Clinton a battu Bush, aux élections présidentielles. Une grande majorité de la communauté juive états-unienne ainsi que de nombreux non-juifs, partisans acharnés de l'alliance entre les États-Unis et Israël, ne purent se résoudre à voter en faveur de George Bush. Le style de Bush, vis-à-vis d'Israël, proche de la confrontation, et en particulier la suspension des garanties de prêts, avaient contribué à la défaite du Likoud, en dépit de la marge très étroite dont disposait Rabin électoralement ; l'attitude de Bush a fort bien pu s'avérer déterminante. Aujourd'hui, apparemment, cette même politique a contribué aussi à la défaite de Bush lui-même... » [30]

Les lecteurs devraient se demander comment un rapport de première main peut-il coller avec ce que Chomsky a qualifié d' « *extrême parti pris pro-israélien de l'administration Bush / Baker* », dans une interview accordée à son faire-valoir dévoué, David Barsamian ? [31]

Étant donné l'expérience de leurs prédécesseurs, Bill Clinton et George W. Bush décidèrent apparemment : « *si vous ne pouvez pas les vaincre, alors joignez-vous à eux.* » Clinton remit entièrement sa diplomatie moyen-orientale entre les mains des lobbyistes pro-israéliens liés au parti travailliste israélien, tandis que Bush fils, après une collision douloureuse et perdante avec le lobby et Ariel Sharon, après ses critiques des agissements israéliens à Djénine, en 2002, permit à un gang de néocons pro-israéliens d'écrire à sa place son script moyen-oriental, ce qui nous valut notamment la guerre en Irak. Il est même allé encore plus loin, s'en remettant à Sharon lui-même, comme l'ont fait observer des sources aussi diverses que Robert Fisk et Brent Scowcroft, conseiller ès sécurité nationale sous George père, Fisk suggérant que Sharon était chargé du « *bureau des relations de Bush avec la presse* » [32] et Scowcroft, que le Premier ministre israélien avait « *galvanisé* » George fils [33]. De nos jours, le contrôle exercé par Israël et par ses partisans états-uniens sur la politique des États-Unis au Moyen-Orient semble, en effet, total.

Chery Rubenberg, après avoir étudié dans le détail ce lobby, dans son ouvrage *Israel and the American National Interest*, concluait ainsi :

« *Le pouvoir du lobby pro-israélien sur la détermination et la mise en œuvre de la politique étrangère des États-Unis au Moyen-Orient est devenu un goulot d'étranglement potentiel. Peu importe, désormais, de savoir si les responsables états-uniens élus souscrivent ou non à l'idée qu'Israël soit pour les États-Unis un atout stratégique, ou non. Ce qui importe, en revanche, c'est le fait que le lobby pro-israélien soit en mesure de maintenir la prévalence de cette perception, qui en fait virtuellement une vérité politique échappant à toute discussion et garantit qu'aussi sévèrement compromis les intérêts états-uniens seraient-ils du fait des politiques israéliennes, le gouvernement états-unien n'en persisterait pas moins à apporter son soutien total à Israël. L'efficacité de ce lobby pour influencer le processus électoral et sa capacité de modeler l'opinion publique et d'affecter la culture politique sont des facteurs majeurs dans la formation de cette perception* ». [34]

On peut avancer sans risque de se tromper que ce lobby, dans cette mission, n'a pas d'allié plus efficace que Noam Chomsky...

Un pied toujours à Sion

Bien que j'aie appris tout à fait incidemment que Chomsky avait été sioniste de son jeune temps, cela ne me semblait pas très important, dès lors que ses descriptions des injustices accumulées sur les Palestiniens par les Israéliens, détaillées par le menu dans le *Triangle Fatal* et dans d'autres de ses ouvrages, exposaient des milliers de nouveaux lecteurs et de militants en puissance aux horreurs du sionisme. Ce qui était étonnant, en revanche, c'était la raison pour laquelle, à la même époque, il couvrait les agissements du lobby pro-israélien.

Tout en faisant des recherches en vue de la rédaction du présent article, je pense que j'ai trouvé la réponse. En 1974, Chomsky a écrit un petit opuscule, *Peace in the Middle-East* (La Paix au Moyen-Orient), qui renferme beaucoup de réponses à cette énigme. Mais le paragraphe ci-après liait ensemble toutes ces réponses. Chomsky écrivait, en effet :

« ... quelques années après [la création d'Israël], je passai plusieurs mois emplis de bonheur à travailler dans un kibboutz, et j'ai pensé retourner y vivre définitivement pendant plusieurs années. Certains de mes amis les plus proches, dont plusieurs avaient exercé une influence indéniable sur ma propre pensée, au fil des années, vivent aujourd'hui dans des kibboutzim, ou ailleurs en Israël et je conserve avec eux des relations étroites qui échappent pratiquement à toute attitude ou à tout jugement de nature politique. Je mentionne tout ceci afin d'indiquer très clairement que je vois inévitablement ce conflit, qui s'éternise, d'un point de vue très particulier, coloré par ces relations personnelles. Sans doute, cette histoire personnelle a-t-elle tendance à déformer ma perspective. A toutes fins, [j'en informe] le lecteur, [qui] doit en avoir la notion. » [35]

Bien que *Peace in the Middle-East* ait été réédité en 2003, en première partie d'un énième bouquin de Chomsky, *Middle-East Illusions*, il est loisible de s'interroger sur le nombre des admirateurs de Chomsky qui connaissent ce « détail » de son passé. On trouvait une allusion à la jeunesse sioniste de Chomsky dans l'interview de Safundi citée plus haut, et ceci semblait justifier sa détermination à vouloir protéger Israël (un pays envers lequel il nourrit manifestement une grande affection), contre toute sanction, en dépit de ses exactions. Voici ce que déclarait Chomsky lors de sa dernière interview :

« *J'ai été impliqué dans cela [= le sionisme, ndt] depuis mon enfance, dans les années 1930. J'appartenais au mouvement sioniste. En fait, j'étais un dirigeant des jeunesses sionistes. Mais j'étais contre l'idée d'un État juif, qui faisait partie du programme du mouvement sioniste, à l'époque. Ce n'était pas le principal de ce programme, mais cela était considéré comme faisant partie d'un tout... Ainsi, j'ai pu être un dirigeant militant des jeunesses sionistes – chose qui importait plus que tout, pour moi, durant mon adolescence – mais je demeurai opposé à la création d'un État juif, jusqu'en 1948.* » [36]

À la lecture de *Peace in the Middle-East* et de ses derniers écrits, ce qui apparaît nettement, c'est la vision des pionniers sionistes, naïve et romantique, qui était celle de Chomsky, et sa croyance sincère que les dirigeants du Yishouv juif (colonie juive) en Palestine – en dépit d'innombrables preuves du contraire – auraient été sincèrement intéressés par un partage pacifique des terres avec les Arabes palestiniens (qu'ils étaient néanmoins déjà en train de déposséder) et qu'ils n'auraient opté pour un État qu'en 1942, à la veille du déclenchement de l'Holocauste nazi. Voici de quelle manière il présente cette argumentation, dans son ouvrage *Towards a New Cold War* [Vers une nouvelle Guerre froide] :

« *Il est important de rappeler que durant la période ayant précédé la Deuxième Guerre mondiale, les dirigeants sionistes (en particulier ceux qui étaient liés au parti travailliste, dominant dans le Yishouv palestinien) étaient véhémentement opposés à l'idée d'un État juif, « qui signifierait en fin de compte une domination juive sur les Arabes, en Palestine », sur la base du principe selon lequel « la domination d'un groupe national sur un autre » est illégitime et que les « Arabes de Palestine » ont le droit de ne pas se trouver à la merci des juifs.* » [37]

Il faut se reporter aux notes de bas de pages, pour trouver que l'orateur cité n'était autre que David Ben Gourion, lequel demeure un personnage admirable dans le Panthéon de Chomsky. Ce que Chomsky n'a pas mentionné, en revanche, c'est le fait qu'en 1931, à l'époque où Ben Gourion fit ce commentaire, les juifs vivant en Palestine n'étaient qu'au nombre de 172 300 personnes, soit 18 % de la population totale, à opposer à 784 891 Arabes, et qu'ils ne possédaient que 1 201 529 dounoms, soit 4,6 % de la superficie du pays... [38]

Ces circonstances étant connues, le fait que Ben Gourion et d'autres dirigeants sionistes aient dit ce qu'ils ont dit à l'époque ne devrait surprendre personne. En effet, ils préféreraient, comme ils n'ont cessé de le faire depuis lors, « *créer des faits accomplis sur le terrain.* » Dans la citation de Chomsky rapportée ci-dessus, le mot « *publiquement* » [au sens de : pour la galerie, ndt] aurait été plus indiqué que « *véhémentement* ». C'était là également l'opinion du leader sioniste aujourd'hui disparu Nahum Goldman, que Chomsky cite, mais en mettant en doute « *l'exactitude de son interprétation, tant d'années après les faits et après qu'un État juif ait, de fait, été institué.* » Goldman, qui allait par la suite créer le Congrès Juif Mondial, se trouvait bel et bien en Palestine, dans les années 1930, il y participait aux discussions et débats. Dans son autobiographie, il fait remarquer que le silence observé par les sionistes quant à leurs intentions de créer un Etat juif – remontant aux années 1920 – était un silence purement tactique. Mais Chomsky ne croit que ce qu'il veut bien croire. Et, aussi, nous faire croire... [39]

Il faut poser la question à ceux qui soutiennent la position de Chomsky, par opposition à celle de Goldman (et de la majorité des observateurs, à l'époque), de savoir si les sionistes, tant majoritaires que révisionnistes, dépensaient toute cette énergie, tout cet argent et toute cette pression politique, depuis tant d'années, avant la Deuxième Guerre mondiale, à la seule fin de NE PAS créer d'État juif ? ! ?

J'ai noté ci-dessus la critique faite par Chomsky de l'approbation par le Conseil de Sécurité de l'Onu de la Résolution 242, en 1967, qu'il rejette en raison de son « *rejectionnisme* ». Sa propre pensée, à l'époque, toutefois, révélait clairement ses affinités et ses préoccupations pour Israël, qui informaient ses pensées à l'époque, comme elles continuent d'ailleurs à le faire, aujourd'hui. Dans *Peace in the Middle East*, il révèle qu'

« *à l'époque de la guerre des Six jours, en juin 1967, j'ai pensé personnellement que la menace de génocide était réelle, et j'ai réagi par un soutien virtuellement inconditionnel à Israël, dans ce qui semblait être des circonstances historiques désespérées. Rétrospectivement, il semble que cette évaluation des faits était douteuse, dans le meilleur des cas.* » [40]

C'était là, de la part de Chomsky, une expression honnête de son affection pour Israël et une exceptionnelle reconnaissance d'une de ses

erreurs. Apparemment, ce fut aussi la dernière ! Étant donné ce contexte, d'autres déclarations douteuses de Chomsky, notamment dans sa fameuse interview sud-africaine, deviennent compréhensibles. Alors qu'on lui demandait d'explicitier la différence entre Israël avant la création de l'État et Israël après la création de l'État, il répondait :

« La période post-1967 est différente. Le concept de colonisation de peuplement s'appliquerait plutôt à la période d'après 1948. Il s'agit tout simplement d'une population venue d'ailleurs, qui vient fondamentalement déposséder une population indigène... Sans entrer dans les détails, en ce qui concerne 1948, cet argument est dépassé. Il y avait [désormais] un État, que cela soit juste ou non. Et cet État devait disposer des droits de tout État dans le système international, ni plus, ni moins. Après 1967, [en revanche] la situation est entièrement différente. Là, il y a conquête militaire. » [41]

Ce que Chomsky semble dire ici aux Palestiniens, après 1948, c'est :
« Il va falloir vous y faire ! »

S'agit-il simplement d'une mauvaise interprétation ?

L'apartheid en Afrique du Sud n'aurait-il pas pu être défendu, lui aussi, sur la base des mêmes principes ? Et que fut la guerre de 1948, en Israël, sinon une conquête militaire ? Israël s'est emparé non seulement de la zone qui lui était allouée par les Nations unies, mais aussi de la plus grande partie de ce qui aurait dû devenir l'État palestinien, si les Palestiniens avaient accepté le partage.

En définitive, comment l'idéal qui est celui de Chomsky, d'un foyer national juif en Palestine, aurait-il pu être réalisé autrement que grâce au colonialisme de peuplement ? Ce sont là quelques-unes seulement, parmi les nombreuses questions qui requièrent une réponse, de la part de Chomsky.

Conclusion provisoire

Par ces quelques pages, j'ai entrepris ce qui aboutira, idéalement, à une évaluation critique plus détaillée des œuvres de Chomsky. Il s'agira non pas d'un exercice purement académique, mais d'un instrument permettant de dynamiser ce qui fut un mouvement très largement inopérant, en ce qui concerne le combat en vue de la justice en Israël /

Palestine, dont les fantassins s'en sont remis à Chomsky afin d'être guidés par lui. J'ai conscience du fait que ce que j'ai écrit va déranger ceux qui lui ont accordé un statut de quasi-divinité, comme cela irritera d'autres, qui ont laissé leur amitié pour Chomsky leur intimer le silence sur ses échecs, même quand ils en étaient conscients.

Telle était bien mon intention !

Plutôt que des réponses sous forme d'attaques personnelles, je souhaiterais que les questions soulevées ici soient examinées pour elles-mêmes.

Que le débat commence !

Jeffrey Blankfort

Traduction
Marcel Charbonnier

Voir la réaction du sénateur James Abourezk : « [À propos de votre étude sur Noam Chomsky](#) »

[1] *Ha'aretz*, Sept 7, 2004.

[2] *The New Intifada*, p.7.

[3] Lettre à l'auteur, 10 août 1991.

[4] Univ. of California, Berkeley, March 16, 1991.

[5] Benjamin Ginsberg, *Fatal Embrace : Jews and the State*, Univ. of Chicago, 1993, p. 208.

[6] Déjà cité dans Jeffrey Blankfort, *A War for Israel*, Left Curve, Oakland, 2004.

[7] Shahak, op. cit..

[8] *The New Intifada*, p. 260.

[9] *Ibid.*, p.262.

[10] *Information Clearing House*, Aug. 30, 2004.

[11] Tillman, « United States Middle East Policy : Theory and Practice », *Arab-American Affairs*, Spring, 1983, cited by Rubenberg, p. 8.

[12] *Towards a New Cold War*, p. 294.

[13] *Tillman*, op. cit., p. 66.

- [14] Ibid., p. 67.
- [15] Stephen L. Spiegel, *The Other Arab-Israeli Conflict*, Univ. of Chicago, Chicago and London, 1985, p. 296.
- [16] Marvin C. Feuerwerker, *Congress and Israel : Foreign Aid Decision-Making in the House of Representatives*, 1969-1976, p. 296..
- [17] *The New Intifada*, p. 12.
- [18] Moshe Arens, *Broken Covenant*, Simon & Schuster, NY, 1995.
- [19] Ibid., p. 56.
- [20] Ibid., p. 58.
- [21] Ibid., p. 59.
- [22] May 22, 1990, *ibid.*, cited by Arens p. 69.
- [23] Ibid., p. 72.
- [24] Ibid., p. 246.
- [25] *Washington Jewish Week*, Sep. 19, 1991.
- [26] Arens, *op. cit.*, p. 246-247.
- [27] Ginsberg, *op. cit.*, p. 220.
- [28] *Z Magazine*, Dec., 1991...
- [29] *New York Times*, Sep. 20, 1991, cited by Ginsberg, *op. cit.*, p. 221.
- [30] Arens, *op.cit.*, p. 301-302.
- [31] *The Progressive*, January 21, 1993.
- [32] *The Independent*, June 26, 2002.
- [33] *Washington Post*, Oct. 16, 2004.
- [34] Rubenberg, *op. cit.*, p. 375.
- [35] *Peace in the Middle East*, p.51.
- [36] Safundi, *Znet*, *op. cit.*
- [37] *Towards a New Cold War*, p. 259.
- [38] John Chapple, *Jewish Land Settlement in Palestine* (non publié) 1964, cité par Walid Khalidi, *From Haven to Conquest*, Institute of Palestine Studies, Beirut, 1971, Appendix 1.
- [39] *Towards a New Cold War*, p. 259.
- [40] *Peace in the Middle East*, p. 124.
- [41] Safundi, *Znet*, *op. cit.*